BUDGET ANNUEL DE L'ASSURANCE MALADIE-MATERNITÉ

2027

Établi par la CNS au mois d'octobre 2026



CNS

d'Gesondheetskeess

Table des matières

Le budget de l'assurance maladie-maternité 2027 : un redressement de la trajectoire financière sous l'effet conjugué de mesures d'efficience et de la hausse du taux unique à 5,85% 2
Hypothèses impactant le budget 2027 4
Tableau des dépenses et des recettes (avec provisions nettes) 5
Le Budget 8
Résultat financier 8
Dépenses 9
Frais d'administration 9
Prestations en espèces (61) 13
Prestations en nature (62) 21
Autres dépenses 32
Recettes 34
Cotisations (70) 34
Cotisations forfaitaires Etat (71) 40
Participation de tiers (72) 41
Transferts (73) 42
Autres recettes 42
Prélèvement au fonds de roulement 42
Prélèvement du découvert de l'exercice de la réserve globale 42
Annexes 43

Budget de l'assurance maladie-maternité 2027 validé par le Conseil d'administration de la CNS le 11 novembre 2026.

Le budget de l'assurance maladie-maternité 2027 : un redressement de la trajectoire financière sous l'effet conjugué de mesures d'efficience et de la hausse du taux unique à 5,85%

Après plusieurs années de détérioration progressive de la situation financière de l'assurance maladie-maternité (AMM), sous l'effet d'une croissance des dépenses supérieure à celle des recettes, les prévisions budgétaires initiales pour 2027, hors relèvement du taux de cotisation, faisaient apparaître un déficit du solde des opérations courantes (SOC) de 189,6 millions d'euros. Ce déficit aurait ramené la réserve globale prévisionnelle à 510,9 millions d'euros à fin 2027, soit 9,2% des dépenses annuelles, en deçà du minimum légal de 10% prévu à l'article 28 du Code de la sécurité sociale.

Cette évolution défavorable intervient alors même que des initiatives importantes ont été engagées conjointement par la CNS, les partenaires sociaux, l'État et certains prestataires de soins afin de préserver l'équilibre financier de l'assurance maladie-maternité et d'assurer la pérennité de notre système de santé.

Des efforts collectifs déjà en partie engagés pour assurer le financement durable de notre système de santé

Plusieurs de ces mesures d'efficience produisent d'ores et déjà des effets concrets. Il convient notamment de souligner les efforts de maîtrise médicalisée visant à mieux encadrer les dépenses et à garantir leur adéquation avec les besoins réels de santé, les avancées réalisées en matière de digitalisation et de lutte contre les abus et la fraude, ainsi que la contribution supplémentaire de l'État au financement des charges de l'AMM, à hauteur de 59 millions d'euros par an.

Dans le prolongement de ces avancées, le Comité quadripartite a proposé un nouveau paquet de mesures d'efficience destiné à renforcer les efforts existants. Les leviers présentant le potentiel d'impact financier le plus significatif concernent notamment le secteur des médicaments, l'extension de la maîtrise médicalisée à de nouveaux domaines de dépenses, la recherche de gains d'efficience dans le secteur hospitalier ainsi que le renforcement des moyens consacrés à la lutte contre les abus et la fraude. Ces propositions ont été élaborées par des groupes de travail thématiques, placés sous la coordination d'un comité stratégique.

Enfin, la réflexion se poursuivra également sur les modalités de prise en charge des futurs coûts d'amortissement des investissements mobiliers et immobiliers des établissements hospitaliers.

Un relèvement du taux de cotisation nécessaire pour rétablir l'équilibre financier

Toutefois, les efforts déjà entrepris et les mesures complémentaires en cours de

déploiement, ne suffisent pas, à ce stade, de rétablir l'équilibre financier de l'AMM.

Dans ce contexte, et conformément à l'article 30 du Code de la sécurité sociale, le Conseil d'administration a procédé, lors de sa séance du 11 novembre 2026, à la refixation du taux de cotisation à 5,85%, correspondant au taux d'équilibre pour l'exercice 2027. Ce taux entre en vigueur le 1er janvier 2027.

Cette hausse de 0,25 points de pourcentage du taux de cotisation unique génère des recettes supplémentaires de cotisations estimées à 222,6 millions d'euros pour l'exercice 2027, y inclus les cotisations forfaitaires de l'Etat. Le solde des opérations courantes (SOC) devrait ainsi afficher un excédent de 33,0 millions d'euros et la réserve globale atteindre 733,5 millions d'euros à fin 2027, soit 13,2% des dépenses annuelles. Le budget respecterait ainsi à nouveau le seuil minimal de réserve prévu à l'article 28 du Code de la sécurité sociale.

Pour rappel, la dernière augmentation du taux de cotisation de l'AMM remonte à 2011.

Un contexte économique et démographique en évolution

En 2027, l'AMM devrait couvrir une population protégée d'environ 1.021.000 (+2,1%) personnes, composée pour environ deux tiers de résidents et pour un tiers de non-résidents.

Le financement du régime repose très largement sur les cotisations des assurés, des employeurs et la participation de l'État, qui représentent ensemble environ 97,5% de ses recettes. L'évolution des recettes, hors effet de la hausse du taux de cotisation, demeure dès lors étroitement tributaire de la situation du marché du travail. Les hypothèses retenues pour le budget 2027 prévoient une progression de l'emploi de +1,9%, ainsi qu'une augmentation de l'échelle mobile des salaires de +2,1%. Le revenu moyen cotisable des assurés actifs au nombre indice 100 progresserait quant à lui de +1,4% en 2027.

Du côté des prestations, les dépenses de l'AMM sont principalement constituées des dépenses de soins de santé, qui représentent environ 83% du total, tandis que les indemnités pécuniaires en représentent environ 12%. Le solde correspond notamment aux frais administratifs et aux autres dépenses du régime.

Exercice budgétaire 2027 et perspectives

Les recettes courantes affichent une croissance de +10,4% en 2027, principalement sous l'effet de cette adaptation du taux. Les dépenses continuent toutefois de progresser à un rythme soutenu, sous l'effet notamment de la forte croissance du volume d'activité de plusieurs catégories de prestations, tant au niveau des prestations en nature que des prestations en espèces.

Selon les projections, la réserve devrait se maintenir au-dessus du seuil légal de 10% au moins jusqu'en 2030. La mise en œuvre intégrale du paquet de mesures d'efficience proposé par le Comité quadripartite viendra conforter ce constat.

L'ensemble de ces démarches témoigne d'un effort collectif agissant sur les différents leviers disponibles. Elles doivent désormais s'inscrire dans une approche cohérente, conciliant la qualité de la prise en charge des patients et la préservation de la soutenabilité financière de notre système de santé.

Hypothèses impactant le budget 2027

La loi relative au budget des recettes et des dépenses de l'Etat pour 2026 prévoit une dotation de 59 millions d'euros par an au profit de l'AMM, jusqu'au 31 décembre 2030.

Les principales hypothèses retenues pour le budget 2027 sont les suivantes :

- **Taux de cotisation unique** : porté à 5,85% à partir du 1er janvier 2027, conformément à la décision du conseil d'administration de la CNS du 11 novembre 2026, qui a approuvé une augmentation de 0,25 points de pourcentage par rapport au taux précédemment applicable de 5,60%.
- **Salaire social minimum :** hausse de +3,8% en 2027.
- **Pensions :** ajustement de +2,3% au 1er janvier 2027.
- **PIB :** croissance de +1,2% en 2026 et de +1,9% en 2027.
- **Emploi total :** croissance de +1,7% en 2026 et de +1,9% en 2027.
- **Echelle mobile des salaires :** progression moyenne annuelle de +2,3% en 2026 et de +2,1% en 2027.
- **Contribution de l'Etat** de 40% de l'ensemble des cotisations, conformément à l'article 31, alinéa 1 du CSS.
- **Prestations :** évolution du volume des prestations en nature et en espèces fondée sur les tendances historiques et récentes.
- **Masse cotisable pour prestations en nature des assurés actifs :** hausse de +5,1% en 2026 et de +5,7% en 2027, selon les hypothèses de l'IGSS.

La hausse du taux de cotisation unique se répercute très majoritairement sur les recettes de cotisations de l'AMM. Elle génère toutefois également des effets indirects, dont l'incidence est négligeable et qui n'ont, de ce fait, pas été intégrés dans le budget adapté. Il s'agit notamment de l'impact sur les frais de personnel de la CNS ainsi que des intérêts supplémentaires générés par un niveau de réserve plus élevé.

Le budget présente également les dépenses et les recettes globales de l'AMM, ainsi que les frais d'administration et de gestion de la CNS et des trois caisses de maladie du secteur public. Il comprend également la programmation pluriannuelle des dépenses et des recettes jusqu'en 2030, fondée sur le maintien du taux de cotisation et de la majoration PE à leurs niveaux de 2027.

Tableau des dépenses et des recettes (avec provisions nettes)

Tableau 1: Projet de budget des dépenses de l'assurance maladie-maternité - Comptes 60

	Compte annuel 2025	Budget 2026	Compte prév. 2026	Budget 2027	Variation 2027 / 2026
Nombre indice	*960,17*	*978,12*	*982,16*	*1.002,57*	*en %*
(Montants en milliers d'euros)					
60 FRAIS D'ADMINISTRATION	**137.316**	**146.969**	**147.373**	**156.142**	***6,0%***
Frais de personnel	**85.190**	**91.092**	**90.927**	**97.123**	***6,8%***
6000 Traitement employés publics	44.116	49.167	48.024	51.854	
6001 Indemnités employés permanents	19.168	20.816	20.566	21.555	
6002 Indemnités employés temporaires	2.488	626	892	1.028	
6003 Salaires ouvriers permanents	97	92	95	96	
6004 Salaires ouvriers temporaires					
6005 Pensions et suppléments	19.321	20.392	21.350	22.589	
6007 Frais communs personnel OAS					
Frais d'exploitation	**11.618**	**12.616**	**12.521**	**13.306**	***6,3%***
6020 Loyer et charges locatives	9.232	9.734	9.696	10.215	
6021 Frais d'exploitation bâtiments	1.677	1.931	1.854	1.968	
6022 Frais d'exploitation agences	357	375	390	401	
6023 Installations de télécommunications	9	76	37	44	
6024 Frais informatique	315	453	499	630	
6025 Frais liés aux véhicules automoteurs	28	46	44	48	
Frais de fonctionnement	**13.466**	**13.986**	**15.189**	**14.015**	***-7,7%***
6030 Indemnités personnel	133	216	190	220	
6031 Organes	67	83	83	85	
6032 Frais de bureau	372	446	459	471	
6033 Frais postaux et de télécommunication	7.797	7.794	9.700	8.043	
6034 Frais d'information et de publication	132	226	196	312	
6035 Expertises et contrôles	3.933	3.805	3.158	3.357	
6036 Contentieux	212	284	284	290	
6039 Dépenses diverses	821	1.131	1.118	1.238	
Frais généraux	**53**	**81**	**64**	**71**	***9,6%***
6041 Médecine préventive	0	0	0	0	
6042 Cotisations ALOSS	16	18	16	16	
6043 Autres cotisations	7	10	12	12	
6048 Frais de déménagement	29	50	32	38	
6049 Frais généraux divers	1	4	4	4	
Frais d'acquisitions	**13**	**162**	**154**	**160**	***3,9%***
6051 Acquisition machines de bureau		3	3	3	
6052 Acquisition mobilier de bureau	12	35	31	34	
6053 Acquisition inst. de télécommunications					
6054 Acquisition équipements informatiques					
6055 Acquisitions logiciels		125	120	123	
6056 Acquisition équipements spéciaux	2				
6057 Acquisition véhicules automoteurs					
Frais communs	**26.975**	**29.031**	**28.518**	**31.468**	***10,3%***
608 Participation aux frais du Centre commun	26.975	29.031	28.518	31.468	

Tableau 2: Projet de budget des dépenses de l'assurance maladie-maternité - Comptes 61-69

	Compte annuel 2025	Budget 2026	Compte prév. 2026	Budget 2027	Variation 2027 / 2026
Nombre indice	*960,17*	*978,12*	*982,16*	*1.002,57*	*en %*
(Montants en milliers d'euros)					
61 PRESTATIONS EN ESPECES	**606.945**	**622.236**	**644.335**	**677.543**	***5,2%***
Maladie	364.662	372.184	391.404	410.514	*4,9%*
Maternité	242.283	250.052	252.931	267.030	*5,6%*
62 PRESTATIONS EN NATURE	**3.983.217**	**4.336.988**	**4.315.461**	**4.633.611**	***7,4%***
Maladie					
Maternité					
63 TRANSFERTS DE COTISATIONS	**58.349**	**61.873**	**64.160**	**66.362**	***3,4%***
Cotisations assurance maladie	16.105	16.339	16.943	17.524	
Indemnité péc. mal. CNS	4.476	9.955	10.448	10.800	
Indemnité péc. maternité	11.629	6.384	6.495	6.725	
Cotisations assurance pension	42.244	45.534	47.217	48.838	
Indemnité péc. mal. CNS	11.740	27.744	29.117	30.097	
Indemnité péc. maternité	30.503	17.791	18.100	18.741	
64 DECHARGES ET RESTIT. DE COTIS.	**6.337**	**6.400**	**6.400**	**6.400**	***0,0%***
Prestations en nature Maladie-Maternité	5.854	5.900	5.900	5.900	
Prest. en espèces Maladie	483	500	500	500	
Prest. en espèces Maternité					
Divers					
65 PATRIMOINE	**130**	**186**	**207**	**211**	***1,8%***
66 CHARGES FINANCIERES					***p.m.***
67 DOTATIONS AUX PROV. ET AMORT.	**665.049**	**3.780**	**3.780**	**3.780**	***0,0%***
Prestations à liquider	646.706				
Prestations en nature Maladie-Maternité	646.706				
Prest. en espèces Maladie					
Prest. en espèces Maternité					
Autres provisions	14.475				
Amortissements	3.868	3.780	3.780	3.780	
68 CHARGES DIVERSES - TIERS	**22.065**	**28.202**	**27.973**	**28.796**	***2,9%***
Gestion "Prestations de maternité"					
Divers	22.065	28.202	27.973	28.796	
69 DEPENSES DIVERSES	**17**	**80**	**80**	**80**	***0,0%***
Intérêts moratoires tiers payant					
Dépenses diverses	17	80	80	80	
Prestations en nature Maladie-Maternité		10	10	10	
Prest. en espèces Maladie		50	50	50	
Prest. en espèces Maternité					
Divers	17	20	20	20	
TOTAL DES DEPENSES COURANTES	**5.479.424**	**5.206.715**	**5.209.770**	**5.572.926**	***7,0%***
Dotation au fonds de roulement	32.878	32.769	33.072	36.316	
Dotation de l'excédent de l'exercice					
TOTAL DES DEPENSES	**5.512.302**	**5.239.484**	**5.242.842**	**5.609.242**	***7,0%***

Remarque : Le compte prévisionnel 2026 est présenté avec provisions nettes. Les tableaux des dépenses et des recettes pour l'année 2026, intégrant la comptabilisation des provisions aux comptes respectifs, sont repris aux annexes.

Tableau 3: Projet de budget des recettes de l'assurance maladie-maternité - Comptes 70-79

	Compte annuel 2025	Budget 2026	Compte prév. 2026	Budget 2027	Variation 2027 / 2026
Nombre indice	*960,17*	*978,12*	*982,16*	*1.002,57*	*en %*
(Montants en milliers d'euros)					
70 COTISATIONS ASSURES ET EMPLOYEURS	**2.805.162**	**2.919.428**	**2.963.660**	**3.280.737**	***10,7%***
Prestations en espèces	139.755	146.401	146.920	155.010	*5,5%*
CNS Art. 29,1b)	139.755	146.401	146.920	155.010	
dont FOA	201	201	205	209	
Prestations en nature	2.665.407	2.773.027	2.816.740	3.125.727	*11,0%*
Actifs et autres	2.167.995	2.242.832	2.277.576	2.514.506	
dont FOA	2.254	2.247	2.257	2.343	
Pensionnés	497.412	530.195	539.164	611.222	
71 COTISATIONS FORFAITAIRES ETAT	**1.870.104**	**1.946.285**	**1.975.773**	**2.187.158**	***10,7%***
Prestations en espèces	93.170	97.600	97.947	103.340	
CNS Art. 29,1b)	93.170	97.600	97.947	103.340	
Prestations en nature	1.776.934	1.848.685	1.877.826	2.083.818	
Actifs et Pensionnés	1.776.934	1.848.685	1.877.826	2.083.818	
72 PARTICIPATIONS DE TIERS	**48.778**	**90.250**	**90.412**	**92.618**	***2,4%***
Frais d'administration	28.578	31.045	30.412	32.618	
Etat-frais de personnel (supplém. pension)					
Etat (congé politique et sportif)	505	481	100	100	
Organismes	28.073	30.564	30.312	32.518	
Participations dans prestations (Etat)	20.200	59.205	60.000	60.000	
Dot. pour dépenses liées aux mesures Covid					
Dotation spéciale maternité	20.000	59.000	59.000	59.000	
Autres prestations en nature	200	205	1.000	1.000	
73 TRANSFERTS	**5.476**	**8.150**	**7.200**	**8.200**	***13,9%***
Cotisations de régimes contributifs	569	250	700	700	
Pensions cédées	4.907	7.900	6.500	7.500	
Pensions cédées CNS(art. 29,1b)	4.907	7.900	6.500	7.500	
74 REVENUS SUR IMMOBILISATIONS	**94**	**93**	**93**	**93**	***0,0%***
75 BENEFICES SUR IMMEUBLES					***p.m.***
76 PRODUITS DIVERS	**13.062**	**12.460**	**12.613**	**12.918**	***2,4%***
Prestations en nature	5.709	4.993	5.839	5.961	
Prestations en espèces Maladie	714	773	707	722	
Prestations en espèces Maternité					
Divers	6.640	6.694	6.067	6.236	
77 PRODUITS FINANCIERS	**32.262**	**20.500**	**26.500**	**24.000**	***-9,4%***
78 PRELEVEMENT AUX PROVISIONS	**600.373**				***p.m.***
Prestations à liquider	588.403				
Prestations en nature	588.403				
Prestations en espèces Maladie					
Prestations en espèces Maternité					
Autres provisions	11.970				
79 RECETTES DIVERSES	**1.988**	**222**	**206**	**210**	***2,1%***
Prestations en nature	66	103	68	69	
Prestations en espèces Maladie					
dont rém. services rendus (art. 58, al. 4)					
Prestations en espèces Maternité	32	13	33	33	
Divers	1.890	105	106	108	
TOTAL DES RECETTES COURANTES	**5.377.298**	**4.997.387**	**5.076.457**	**5.605.935**	***10,4%***
Prélèvement au fonds de roulement					
Prélèvement découvert de l'exercice	135.004	242.097	166.385	3.308	
TOTAL DES RECETTES	**5.512.302**	**5.239.484**	**5.242.842**	**5.609.243**	***7,0%***

Remarque : Le compte prévisionnel 2025 est présenté avec provisions nettes. L'annexe reprend les tableaux des dépenses et recettes pour l'année 2025 avec comptabilisation des provisions aux comptes respectifs.

Le Budget

Résultat financier

En 2027, l'AMM prévoit 5.605,9 millions d'euros de recettes courantes pour 5.572,9 millions d'euros de dépenses courantes. Le solde des opérations courantes s'établit ainsi à un excédent de +33,0 millions d'euros.

La réserve globale passerait ainsi de 700,5 millions d'euros à la fin de 2026 à 733,5 millions d'euros à la fin de 2027. Elle représenterait alors 13,2% des dépenses courantes annuelles, contre 13,4% à la fin de 2026.

Après prise en compte des opérations sur les réserves, notamment d'une dotation au fonds de roulement de 36,3 millions d'euros, le résultat de l'exercice 2027 serait proche de l'équilibre, avec un déficit résiduel de -3,3 millions d'euros.

Le taux d'équilibre, qui correspond au taux de cotisation nécessaire pour couvrir les dépenses, s'établirait à 5,85% en 2027, soit le taux fixé par le conseil d'administration de la CNS lors de sa séance du 11 novembre 2026.

Tableau 4: Résultat financier avec provisions nettes

	Décompte			Estimation	
(Montants en millions d'euros)	**2023**	**2024**	**2025**	**2026**	**2027**
Echelle mobile des salaires	921,63	944,43	960,17	982,16	1.002,57
Var. en %	*5,7%*	*2,5%*	*1,7%*	*2,3%*	*2,1%*
Recettes courantes	4.303,9	4.524,5	4.776,9	5.076,5	5.605,9
Var. en %	*10,1%*	*5,1%*	*5,6%*	*6,3%*	*10,4%*
Dépenses courantes	4.203,8	4.550,3	4.879,1	5.209,8	5.572,9
Var. en %	*6,4%*	*8,2%*	*7,2%*	*6,8%*	*7,0%*
Solde des opérations courantes	**100,1**	**-25,8**	**-102,1**	**-133,3**	**33,0**
En % des dép. courantes	*2,4%*	*0,6%*	*2,1%*	*2,6%*	*0,6%*
Solde global cumulé	961,7	935,9	833,8	700,5	733,5
Solde global cumulé/dép.courantes	*22,9%*	*20,6%*	*17,1%*	*13,4%*	*13,2%*
Fonds de roulement minimum	420,4	455,0	487,9	520,98	557,3
Taux FDR/dép.courantes	*10,0%*	*10,0%*	*10,0%*	*10,0%*	*10,0%*
Résultat de l'exercice	**74,9**	**-60,4**	**-135,0**	**-166,4**	**-3,3**
Résultat cumulé	541,4	480,9	345,9	179,5	176,2
Taux de cotisation					
Taux de cotisation unique	*5,60%*	*5,60%*	*5,60%*	*5,60%*	*5,85%*
Taux d'équilibre de l'exercice	*5,50%*	*5,68%*	*5,77%*	*5,80%*	*5,85%*

Entre 2021 et 2025, les dépenses de l'AMM ont été supérieures aux recettes, à l'exception de 2023, année marquée par des éléments exceptionnels et non récurrents. En 2026, les dépenses devraient à nouveau progresser plus rapidement que les recettes. En 2027, la hausse du taux de cotisation unique devrait toutefois permettre d'inverser temporairement cette tendance.

L'excédent cumulé devrait ainsi se stabiliser en 2027, passant de 179,5 millions d'euros à la fin de 2026 à 176,2 millions d'euros à la fin de 2027.

Il convient également de souligner que toute nouvelle tranche indiciaire a un effet immédiat sur les recettes de l'AMM, mais également sur une partie de ses dépenses, contribuant ainsi à la dynamique de ces dernières.

Dépenses

Frais d'administration

Frais d'administration CNS, CMFEP, CMFEC et EMCFL

Les frais administratifs regroupent les dépenses indispensables à la gestion interne de la CNS. Ils permettent à la CNS d'assurer pleinement ses missions auprès des assurés, notamment dans le cadre de l'AMM et de l'assurance dépendance. Leur montant est fixé conformément à la circulaire budgétaire relative aux frais d'administration des institutions de sécurité sociale.

Face à une situation financière critique, le budget des frais d'administration pour 2027 a fait l'objet d'un examen approfondi. Il a été fixé à 156,1 millions d'euros, soit une hausse de +6,0% par rapport aux dépenses prévisionnelles pour l'année 2026. Cette évolution est alignée sur la croissance des recettes courantes de l'AMM (+6,0%), mais reste inférieure à celle des dépenses courantes (+7,0%).

En 2027, 95,3% du budget des frais d'administration concerne directement la CNS, représentant 148,8 millions d'euros sur un budget total de 156,1 millions d'euros. Les frais d'administration de la CMFEP, CMFEC et EMCFL se composent majoritairement de frais de personnel.

Pour calculer les frais d'administration nets à charge de l'assurance maladie-maternité, il faut déduire les parts à charge de l'assurance dépendance et de l'assurance accident. En 2027, les frais nets représentent 2,2% des dépenses courantes de l'assurance maladie-maternité.

Variation du budget 2027 par rapport au budget 2026 arrêté :
Les frais d'administration pour 2027 s'établissent à 156,1 millions d'euros, soit une progression de +6,2% par rapport au budget voté de 147,0 millions d'euros pour l'exercice 2026.

Les crédits limitatifs consacrés aux frais d'administration augmentent de +1,3% en 2027 par rapport au budget 2026. Cette légère hausse s'explique principalement par les frais de logiciels qui augmente dû au projet « Webex-Recording » et par l'augmentation des frais d'affranchissement.

Les crédits non-limitatifs augmentent principalement sous l'effet de la hausse des frais de personnel et des frais du CCSS.

Variation des dépenses 2027 par rapport aux montants prévisionnels 2026 :
Par rapport aux frais d'administration prévisionnels de 147,4 millions d'euros pour 2026, le budget 2027 augmente de +6,0%.

Cette hausse s'explique principalement par l'augmentation des frais de personnel (+6,8%, soit +6,2 millions d'euros), liée à l'indexation des salaires et au glissement des carrières.
Les dépenses liées au Centre Commun de la Sécurité Sociale, auquel la CNS contribue conformément à l'article 30 du règlement grand-ducal du 19 décembre 2008, augmentent de 3,0 millions (+10,3%), principalement en raison de la hausse des frais de matériel.

Les frais d'exploitation progressent de 0,8 million d'euros (+6,3%), notamment sous l'effet de la hausse des loyers, des charges locatives et des dépenses liées aux logiciels informatiques.

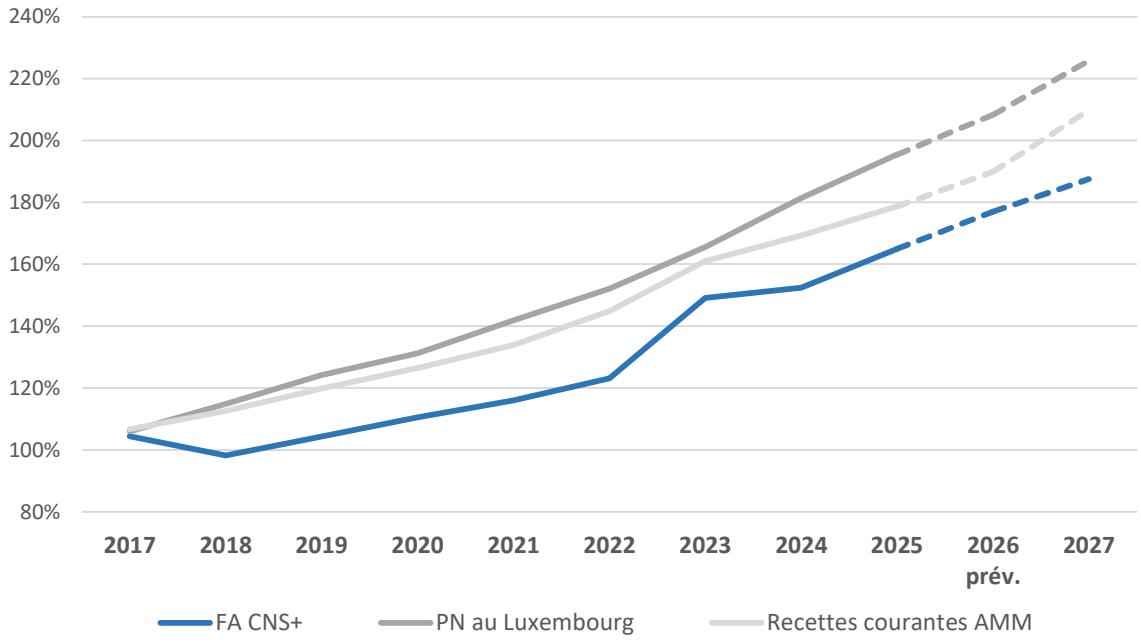
A l'inverse, les frais de fonctionnement diminuent de 1,2 million d'euros, principalement en raison de la baisse des frais postaux.

Tableau 5: Frais d'administration budget 2027

(Montants en euros)		CNS	CMFEP	CMFEC	EMCFL	TOTAL
Frais de personnel		**91.077.869**	**3.784.368**	**1.199.550**	**1.060.843**	**97.122.630**
FA01	Frais de personnel	91.077.869	3.784.368	1.199.550	1.060.843	97.122.630
Frais d'exploitation		**12.621.089**	**435.380**	**60.460**	**189.237**	**13.306.166**
FA02	Loyer et charges locatives	9.644.054	365.000	36.000	169.807	10.214.860
FA03	Frais d'exploitation bâtiments	1.862.787	68.980	21.610	14.750	1.968.127
FA04	Frais d'exploitation agences	400.620	0	0	0	400.620
FA05	Installations de télécommunication	40.156	1.400	2.850	0	44.406
FA06	Frais informatique	625.096	0	0	4.680	629.776
FA07	Frais liés aux véhicules automoteurs	48.376	0	0	0	48.376
Frais de fonctionnement		**13.381.641**	**423.429**	**124.000**	**86.370**	**14.015.440**
FA08	Indemnités personnel	216.490	2.850	1.050	0	220.390
FA09	Organes	75.990	3.800	4.000	1.440	85.230
FA10	Frais de bureau	442.341	16.185	8.150	4.350	471.026
FA11	Frais postaux et de télécommunication	7.574.118	370.110	83.600	15.000	8.042.828
FA12	Frais d'information et de publication	303.871	4.374	3.500	0	311.745
FA14	Expertises et contrôles	3.293.803	21.060	21.060	21.060	3.356.983
FA15	Contentieux	289.316	50	250	0	289.616
FA16	Dépenses diverses	1.185.714	5.000	2.390	44.520	1.237.624
Frais généraux		**69.264**	**820**	**261**	**312**	**70.656**
FA17	Frais généraux	69.264	820	261	312	70.656
Frais d'acquisition		**151.500**	**5.050**	**2.000**	**1.000**	**159.550**
FA18	Acquisition machines de bureau	2.500	0	0	0	2.500
FA19	Acquisition mobilier de bureau	26.000	5.000	2.000	1.000	34.000
FA20	Acquisition inst. de télécommunications	0	0	0	0	0
FA22	Acquisition logiciels	0	0	0	0	0
FA23	Acquisition équipements spéciaux	123.000	50	0	0	123.050
FA24	Acquisition véhicules automoteurs	0	0	0	0	0
Participation autres ISS		**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
FA25	Participation aux frais d'ad. d'autres ISS					
Frais communs CCSS		**31.468.100**	**0**	**0**	**0**	**31.468.100**
FA26	Frais communs CCSS	31.468.100	0	0	0	31.468.100
	TOTAL FRAIS D'ADMINISTRATION	**148.769.463**	**4.649.047**	**1.386.271**	**1.337.761**	**156.142.542**
GP03	Immeubles					0
	TOTAL FRAIS DE GESTION DU PATRIMOINE	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**

Le tableau ci-dessous compare, sur la période 2017-2027, les frais d'administration aux dépenses de prestations en nature au Luxembourg (hors EBG) et aux recettes courantes de l'AMM.

Tableau 6: Evolution des frais administratifs de la CNS (y inclus les frais admin. des trois caisses du secteur public)



Frais d'administration de la CNS (hors CMFEP, CMFEC et EMCFL)

Pour 2027, les frais d'administration de la CNS, y compris ceux liés à l'assurance dépendance, sont estimés à 148,8 millions d'euros, contre 139,7 millions d'euros au budget 2026 et 140,1 millions d'euros au prévisionnel 2026.

En tant qu'organisme gestionnaire de l'assurance dépendance, la CNS lui impute une part de ses frais d'administration calculée au prorata du volume des prestations, sur la base des données du pénultième exercice. Pour 2027, cette part est estimée à 31,0 millions d'euros.

Les frais d'administration de la CNS représentant 95,3 des frais d'administration de l'AMM, l'évolution du budget 2027 s'explique par les mêmes facteurs que ceux présentés dans la section consacrée aux frais d'administration de l'AMM ci-dessus.

Tableau 7: Frais d'administration 2024-2027

CNS *(Montants en euros)*		Décompte 2024	Décompte 2025	Arrêté 2026	Prév. 2026	Proposit. 2027
Frais de personnel		**75.537.025**	**79.304.646**	**85.147.427**	**84.840.635**	**91.077.869**
FA01	Frais de personnel	75.537.025	79.304.646	85.147.427	84.840.635	91.077.869
Frais d'exploitation		**9.980.506**	**11.112.972**	**11.953.458**	**11.877.042**	**12.621.089**
FA02	Loyer et charges locatives	7.778.298	8.861.345	9.181.000	9.147.747	9.644.054
FA03	Frais d'exploitation bâtiments	1.516.330	1.552.887	1.830.600	1.767.561	1.862.787
FA04	Frais d'exploitation agences	353.382	357.096	374.517	389.732	400.620
FA05	Installations de télécommunication	49.018	1.484	72.243	33.169	40.156
FA06	Frais informatique	254.524	312.626	448.875	494.751	625.096
FA07	Frais liés aux véhicules automoteurs	28.954	27.533	46.222	44.082	48.376
Frais de fonctionnement		**10.700.708**	**12.871.774**	**13.310.458**	**14.650.225**	**13.381.641**
FA08	Indemnités personnel	143.959	131.713	211.500	185.500	216.490
FA09	Organes	48.650	60.753	73.902	74.862	75.990
FA10	Frais de bureau	324.096	352.112	418.376	435.804	442.341
FA11	Frais postaux et de télécommunication	5.440.218	7.314.342	7.270.680	9.292.722	7.574.118
FA12	Frais d'information et de publication	141.482	129.886	218.100	189.150	303.871
FA14	Expertises et contrôles	3.665.334	3.890.420	3.762.400	3.115.510	3.293.803
FA15	Contentieux	251.408	212.358	284.200	284.200	289.316
FA16	Dépenses diverses	685.562	780.189	1.071.300	1.072.476	1.185.714
Frais généraux		**50.831**	**34.374**	**79.940**	**63.284**	**69.264**
FA17	Médecine préventive	0	0	0	0	0
FA17	Cotisations ALOSS	18.547	14.941	16.300	15.000	14.762
FA17	Autres cotisations	9.460	6.970	9.540	12.184	12.327
FA17	Frais de déménagement	20.667	11.561	50.000	32.000	38.000
FA17	Frais généraux divers	2.156	902	4.100	4.100	4.174
Frais d'acquisition		**140.302**	**11.339**	**155.500**	**148.500**	**151.500**
FA18	Acquisition machines de bureau	0	0	2.500	2.500	2.500
FA19	Acquisition mobilier de bureau	18.347	9.722	28.000	26.000	26.000
FA20	Acquisition inst. de télécommunications	0	0	0	0	0
FA22	Logiciels	0	0	0	0	0
FA23	Acquisition équipements spéciaux	121.955	1.618	125.000	120.000	123.000
Participation autres ISS		**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
FA25	Participation aux frais d'ad. d'autres ISS	0	0	0	0	0
Frais communs CCSS		**23.940.550**	**26.974.806**	**29.031.300**	**28.518.000**	**31.468.100**
FA26	Frais communs CCSS	23.940.550	26.974.806	29.031.300	28.518.000	31.468.100
TOTAL FRAIS D'ADMINISTRATION		**120.349.922**	**130.309.912**	**139.678.082**	**140.097.686**	**148.769.463**

Prestations en espèces (61)

Les dépenses au titre des prestations en espèces comprennent les prestations en espèces de maladie et de maternité. Les prévisions pour l'exercice 2026 sont établies sur la base des liquidations des prestations enregistrées au cours des sept premiers mois de l'exercice 2026.

Pour 2026, les prestations en espèces suivant l'exercice prestation sont estimées à 644,3 millions d'euros, contre 607,3 millions d'euros en 2025, soit une progression de +6,1%.

Pour 2027, les dépenses sont estimées à 677,5 millions d'euros, correspondant à une hausse de +5,2% par rapport à 2026. L'évolution des dépenses projetées est déterminée par la variation du nombre de bénéficiaires, l'évolution de l'échelle mobile des salaires et celle de l'indemnité moyenne remboursée.

Prestations en espèces maladie (610)

Pour 2026, les dépenses totales pour prestations en espèces de maladie suivant l'exercice prestation sont estimées à 391,4 millions d'euros contre 364,6 millions d'euros en 2025, soit une progression de +7,4%.

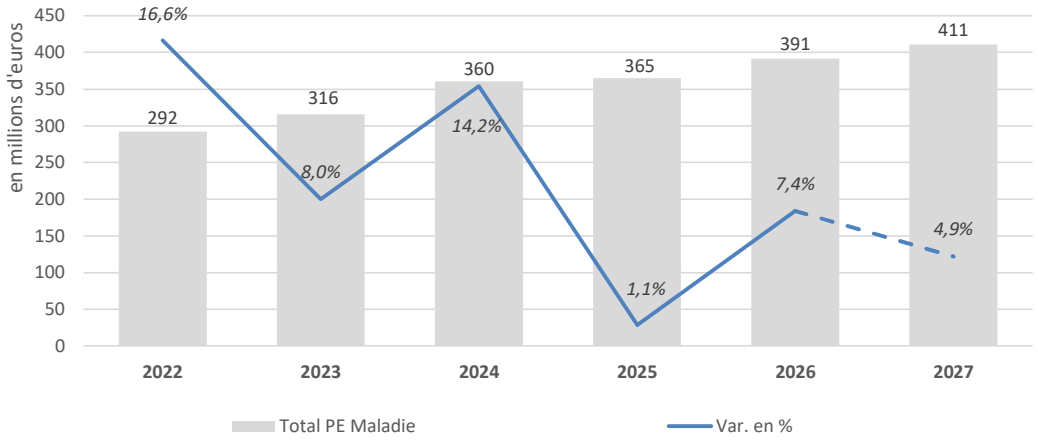
Pour 2027, la variation des prestations en espèces de maladie est projetée à +4,9% pour atteindre un montant total estimé à 410,5 millions d'euros.

La CNS constate, depuis 2019, une progression continue du ratio des dépenses de prestations en espèces maladie prises en charge par l'AMM. Ce ratio exclut les prestations prises en charge par la Mutualité des employeurs (MDE). Après une légère baisse à 1,30% en 2025, le ratio devrait remonter à 1,33% en 2026, avant de rester à un niveau élevé en 2027, avec un taux projeté de 1,32%.

Tableau 8: PE maladie/assiette cotisable PE

	2020	2020 *(ajusté)*	2021	2022	2023	2024	2025	2026 *projection*	2027 *projection*
PE maladie CNS / assiette cotisable PE	1,66%	1,07%	1,16%	1,24%	1,22%	1,34%	1,30%	1,33%	1,32%

Graphique 1: Total PE maladie



Indemnités pécuniaires de maladie proprement dites

L'article 29, alinéa 2) du CSS regroupe les salariés et non-salariés pour lesquels l'indemnité pécuniaire de maladie est prise en charge par la CNS à partir de la fin du mois comprenant le soixante-dix-septième jour d'incapacité de travail pendant une période de référence de dix-huit mois de calendrier successifs. Il regroupe en outre les dépenses relatives à un congé d'accompagnement et à des périodes d'essai des apprentis et des salariés.

En cas d'incapacité de travail pour raison de maladie, le salarié a droit au maintien intégral de son salaire et des autres avantages prévus par son contrat de travail jusqu'à expiration de la période mentionnée ci-dessus.

La période des 77 jours constitue un minimum. Lorsque les 77 jours sont atteints, l'employeur reste tenu de maintenir le paiement de la rémunération jusqu'à la fin du mois en cours. La prise en charge par la CNS débute donc au mois suivant. La durée effective du maintien de la rémunération peut ainsi être prolongée de plusieurs jours selon la date à laquelle les 77 jours sont atteints. Elle peut atteindre 107 jours au maximum (soit 15 semaines et 2 jours). En pratique, la durée moyenne des périodes d'incapacités de travail s'élève à environ 13 semaines.

Le droit à l'indemnité pécuniaire est ouvert pour une période de 78 semaines sur une période de référence de 104 semaines. Depuis le 1er janvier 2019, la CNS prend également en charge la reprise progressive de travail pour raisons thérapeutiques, qui a remplacé l'ancien dispositif de congé à mi-temps thérapeutique.

Le tableau et le graphique ci-après excluent les prestations liées au congé d'accompagnement ainsi que les périodes d'essai.

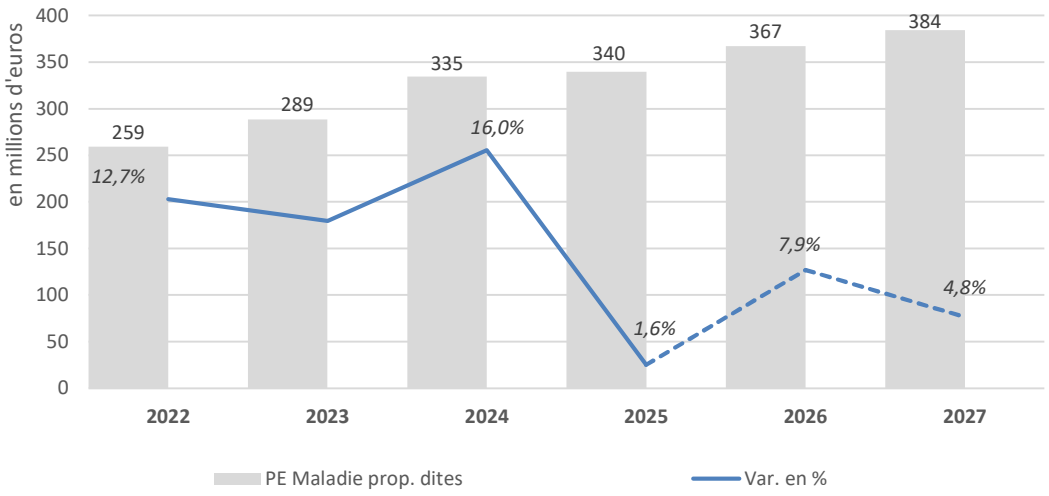
Tableau 9: Indemnités pécuniaires de maladie proprement dites (DP)

(Montants en millions d'euros)	**2022**	**2023**	**2024**	**2025**	**2026** projection	**2027** projection
CNS	259,5	288,6	334,7	339,9	366,9	384,4
Var. en %	*12,7%*	*11,2%*	*16,0%*	*1,6%*	*7,9%*	*4,8%*
dont						
Effet bénéficiaires	*20,9%*	*-3,5%*	*3,6%*	*3,5%*		
Effet Nbre jrs/bénéf.	*-11,6%*	*5,7%*	*9,0%*	*-5,1%*		
Effet ind./jour	*5,4%*	*9,1%*	*2,7%*	*3,5%*		
dont effet N.I	*3,8%*	*5,7%*	*2,5%*	*1,7%*	*2,3%*	*2,1%*

Sur base des dépenses enregistrées selon la date prestation, les indemnités pécuniaires de maladie liquidées au cours des 7 premiers mois de 2026 sont, supérieures de +5,2% à celles enregistrées sur la même période en 2025. Pour l'ensemble de l'année 2026, la CNS prévoit une croissance annuelle de +7,9%, en considérant l'application d'une nouvelle tranche indiciaire à partir du 1er juin 2026. Les dépenses sont ainsi estimées à 366,9 millions d'euros à l'indice courant.

Pour 2027, les prestations en espèces de maladie proprement sont estimées à 384,4 millions d'euros, soit une croissance de +4,8% par rapport à 2026. Cette estimation tient notamment compte d'un effet moyen annuel de +2,1% lié à l'échelle mobile des salaires en 2027.

Graphique 2: Indemnités pécuniaires de maladie proprement dites



Concernant les prestations avancées au titre de l'assurance accident, leur remboursement intervient dès que le cas est reconnu comme accident, même si le dossier n'est pas encore clôturé.

Indemnités pécuniaires relatives à la période d'essai

Selon l'article 54 du Code de la sécurité sociale, les statuts de la Mutualité des employeurs fixent les conditions, modalités et limites des remboursements, qui peuvent varier selon les critères qu'ils déterminent. Les remboursements sont effectués par le Centre commun de la sécurité sociale pour le compte de la Mutualité des employeurs et sont à charge de la CNS.

Pendant la période de conservation légale prévue à l'article L.121-6, paragraphe (3), alinéa 2 du Code du travail, la Mutualité des employeurs (MDE) assure également le remboursement intégral du salaire et des autres avantages, y compris les charges patronales, avancés par l'employeur en cas d'incapacité de travail. Cette disposition s'applique entre autres aux périodes d'essai des apprentis et des salariés prévues aux articles L.111-14, L.121-5 et L.122-11 du Code du travail. La période à prendre en considération comprend le mois de calendrier entier au cours duquel se situe la fin de la période d'essai ou la fin des trois premiers mois d'une période d'essai plus longue.

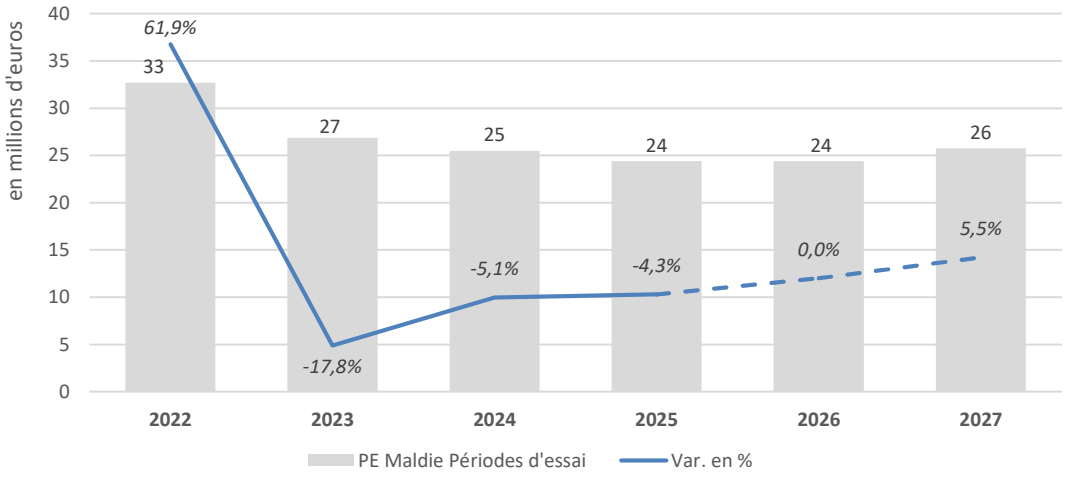
Tableau 10: Indemnités pécuniaires de maladie en cas de périodes d'essai (DP)

(Montants en millions d'euros)	**2022**	**2023**	**2024**	**2025**	**2026** *projection*	**2027** *projection*
CNS	32,7	26,9	25,5	24,4	24,4	25,7
Var. en %	*61,9%*	*-17,8%*	*-5,1%*	*-4,3%*	*0,0%*	*5,5%*
dont						
Effet bénéficiaires	*49,9%*	*-19,4%*	*-9,6%*	*-5,5%*		
Effet Nbre jrs/bénéf.	*-0,2%*	*-4,0%*	*3,9%*	*-4,8%*		
Effet ind./jour	*8,4%*	*6,3%*	*1,1%*	*6,2%*		
dont effet N.I	*3,8%*	*5,7%*	*2,5%*	*1,7%*	*2,3%*	*2,1%*

Pour l'ensemble de l'année 2026, la dépense correspondante est estimée à 24,4 millions d'euros à l'indice courant, soit un niveau stable par rapport à 2025.

Pour 2027, les indemnités pécuniaires liées à la période d'essai sont estimées à 25,7 millions d'euros, en hausse de +5,5% par rapport à 2026. Cette progression tient compte de la croissance de l'échelle mobile des salaires de +2,1%. Le montant prévu pour 2027 est ainsi supérieur de +53,2% à la dépense enregistrée en 2019 (année pré-Covid).

Graphique 3: Indemnités pécuniaires relatives à la période d'essai



Indemnités pécuniaires relatives au congé d'accompagnement

Conformément à l'article 54 précité, la Mutualité des employeurs prend en charge, pour le compte de la CNS, le remboursement intégral du salaire et des autres avantages, charges patronales comprises, avancés par l'employeur pendant la période de conservation légale, en cas d'incapacité de travail, y compris dans le cadre du congé d'accompagnement. Chaque salarié bénéficie de cinq jours de congé d'accompagnement. Les indemnités pécuniaires correspondantes sont estimées à 148.000 euros pour 2026 et à 346.000 euros pour 2027.

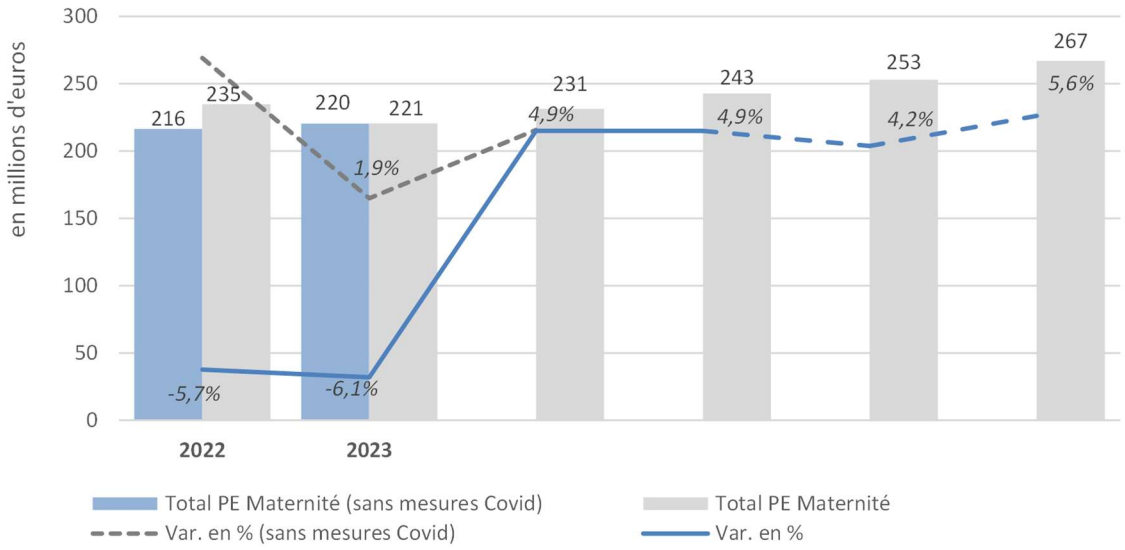
Prestations en espèces maternité (615)

Les indemnités pécuniaires de maternité comprennent les indemnités pécuniaires de maternité proprement dites, celles liées à la protection de la femme enceinte au travail et les indemnités de congé pour raisons familiales.

Tableau 11: Indemnités pécuniaires de maternité (DP)

(Montants en millions d'euros)	**2022**	**2023**	**2024**	**2025**	**2026** *projection*	**2027** *projection*
CNS	234,8	220,5	231,3	242,7	252,9	267,0
Var. en %	*-5,7%*	*-6,1%*	*4,9%*	*4,9%*	*4,2%*	*5,6%*
dont						
Ind.péc.mat.normal	216,4	220,5				
Var. en %	*8,1%*	*1,9%*				
Ind.péc.mat.Covid	18,4	0,1				
Var. en %	*-62,4%*	*-99,6%*				

Graphique 4: Prestations en espèces de maternité



Indemnités pécuniaires de maternité proprement dites

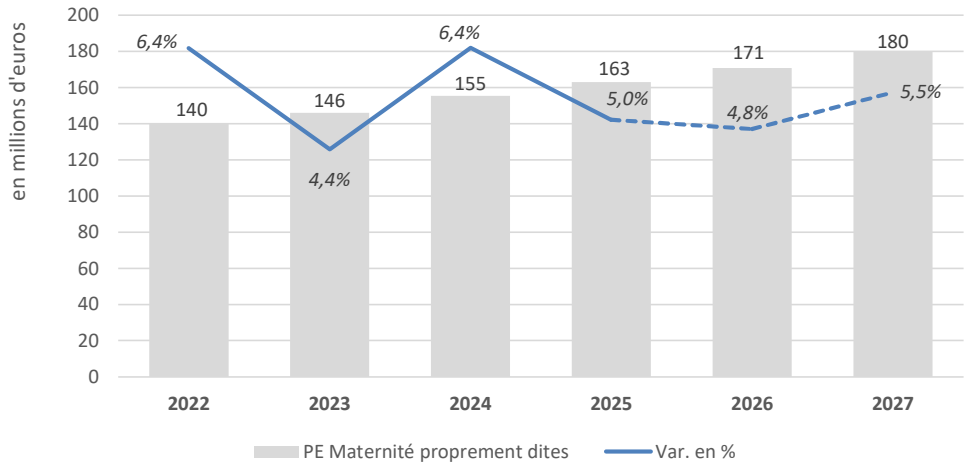
Les indemnités pécuniaires de maternité proprement dites progressent de +2,5% au cours des huit premiers mois de 2026. Compte tenu de l'adaptation de l'échelle mobile des salaires de +2,3% en moyenne annuelle pour 2026, les dépenses pour l'ensemble de l'année 2026 sont estimées en hausse de +4,8% à l'indice courant.

Pour l'année 2027, les dépenses devraient progresser de +5,5%, compte tenu d'une adaptation de l'échelle mobile des salaires de +2,1%. Elles sont ainsi estimées à 180,2 millions d'euros.

Tableau 12: Indemnités pécuniaires de maternité proprement dites (DP)

(Montants en millions d'euros)	2022	2023	2024	2025	2026 *projection*	2027 *projection*
CNS	139,8	146,0	155,3	163,0	170,8	180,2
Var. en %	*6,4%*	*4,4%*	*6,4%*	*5,0%*	*4,8%*	*5,5%*
dont						
Effet bénéficiaires	*1,2%*	*-4,2%*	*1,4%*	*0,5%*		
Effet Nbre jrs/bénéf.	*0,0%*	*-0,5%*	*0,6%*	*-0,5%*		
Effet ind./jour	*5,1%*	*9,4%*	*4,1%*	*5,1%*		
dont effet N.I	*3,8%*	*5,7%*	*2,5%*	*1,7%*	*2,3%*	*2,1%*

Graphique 5: Indemnités pécuniaires de maternité proprement dites



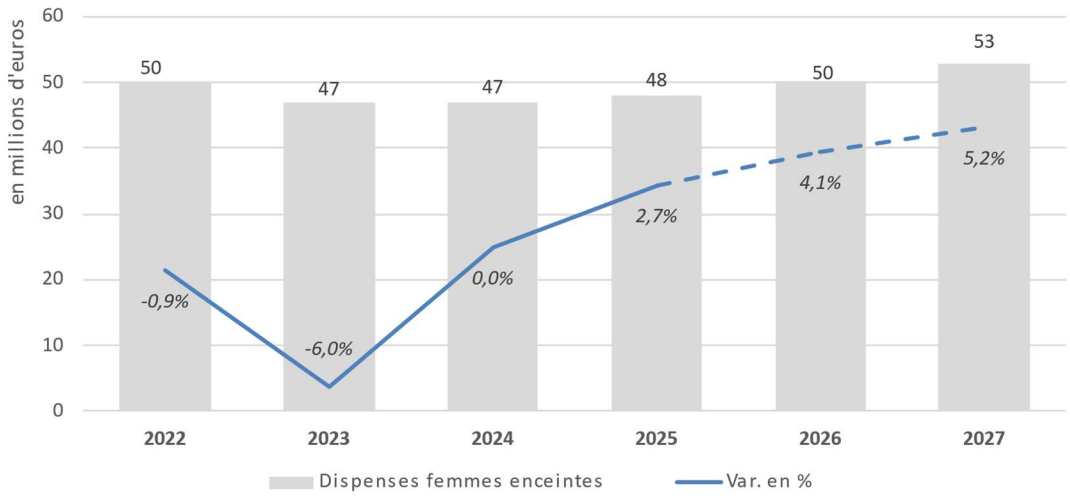
Dispense de travail de la femme enceinte

Les indemnités pécuniaires de maternité liées à la dispense de travail de la femme enceinte ou allaitante ont progressé de +3,4% au cours des huit premiers mois de 2026. Pour l'ensemble de l'année 2026, la CNS prévoit une hausse de +4,1%, portant la dépense à 50,1 millions d'euros. Pour l'année 2027, la dépense est estimée à 52,7 millions d'euros, soit une progression de +5,2% par rapport à 2026, impactée en partie par l'adaptation de l'échelle mobile des salaires de +2,1%. Le budget consacré aux dispenses en 2027 reste largement supérieur à celui de 2019 (avant la crise sanitaire), avec une hausse de +67,0% par rapport à 2019

Tableau 13: Dispenses de travail de la femme enceinte

(Montants en millions d'euros)	2022	2023	2024	2025	2026 *projection*	2027 *projection*
CNS	49,8	46,8	46,8	48,1	50,1	52,7
Var. en %	*-0,9%*	*-6,0%*	*0,0%*	*2,7%*	*4,1%*	*5,2%*
dont						
Effet bénéficiaires	*-5,2%*	*-7,8%*	*-0,5%*	*-2,0%*		
Effet Nbre jrs/bénéf.	*-1,7%*	*-5,6%*	*-2,6%*	*0,1%*		
Effet ind./jour	*6,3%*	*8,0%*	*3,3%*	*4,7%*		
dont effet N.I	*3,8%*	*5,7%*	*2,5%*	*1,7%*	*2,3%*	*2,1%*

Graphique 6: Dispenses de travail de la femme enceinte



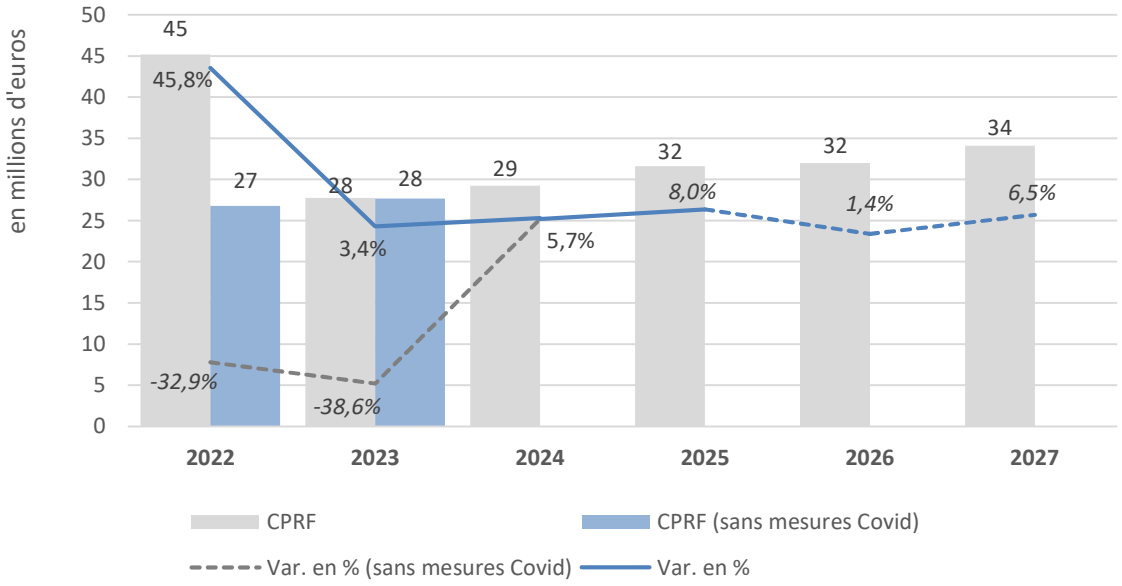
Indemnités pécuniaires de congé pour raisons familiales

Au cours des sept premiers mois de 2026, les dépenses ont augmenté de +4,9% par rapport à la même période en 2025. Pour l'ensemble de l'année 2026, la CNS prévoit une dépense de 32,0 millions d'euros, soit une hausse de +1,4% par rapport à 2025. Pour l'exercice 2027, les dépenses devraient augmenter de +6,5% à l'indice courant, pour atteindre un total de 34,1 millions d'euros.

Tableau 14: Indemnités pécuniaires de congé pour raisons familiales

(Montants en millions d'euros)	**2022**	**2023**	**2024**	**2025**	**2026** *projection*	**2027** *projection*
CNS	45,2	27,7	29,2	31,6	32,0	34,1
Var. en %	*-32,9%*	*-38,6%*	*5,4%*	*8,0%*	*1,4%*	*6,5%*
dont						
CPRF normal	26,7	27,7	29,2	31,6	32,0	34,1
Var. en %	*45,8%*	*3,4%*	*5,7%*	*8,0%*	*1,4%*	*6,5%*
CPRF Covid	18,4	0,1				
Var. en %	*-62,4%*	*-99,6%*				

Graphique 7: Indemnités pécuniaires de congé pour raisons familiales



Prestations en nature (62)

Depuis 2011, les prestations en nature regroupent l'ensemble des soins de santé, qu'ils soient liés à la maladie ou à la maternité.

Les prévisions de dépenses sont basées sur les liquidations disponibles pour l'année en cours et tiennent compte de tous les éléments connus susceptibles d'avoir un impact sur leur évolution.

En 2025, un montant de 646,7 millions d'euros avait été provisionné au titre de ces prestations, correspondant à des prestations réalisées en 2025 ou au cours des exercices antérieurs, mais qui n'avaient pas encore été liquidées à la clôture de l'exercice comptable. En incluant ces provisions, les dépenses au titre de l'exercice comptable 2025 s'élèvent à 4.041,5 millions d'euros.

Pour 2026, les dépenses effectives devraient augmenter de +6,8%.

Tableau 15: Prestations en nature (Montants en millions d'euros) (DC)

Années	Montants liquidés	Dotations aux provisions	Prélèvements aux provisions	Prestations effectives	Variation
2017	2.329,5	383,6	-394,9	2.318,2	*9,1%*
2018	2.323,0	510,4	-383,6	2.449,8	*5,7%*
2019	2.592,7	514,2	-510,4	2.596,5	*6,0%*
2020	2.664,2	695,1	-514,2	2.845,1	*9,6%*
2021	3.041,4	623,2	-695,1	2.969,5	*4,4%*
2022	3.236,5	630,1	-623,2	3.243,4	*9,2%*
2023	3.497,4	591,1	-630,1	3.458,4	*6,6%*
2024	3.745,0	588,4	-591,1	3.742,3	*8,2%*
2025	3.983,2	646,7	-588,4	4.041,5	*8,0%*
2026	4.962,2		-646,7	4.315,5	*6,8%*
2027	4.633,6			4.633,6	*7,4%*

En raison des différences entre les données comptables, qui tiennent compte des provisions, et les données basées sur l'année au cours de laquelle les soins ont été réalisés, le tableau ci-dessous présente les dépenses selon l'exercice des prestations. Cette méthode permet de mieux refléter le niveau réel des dépenses de santé.

Pour 2026 et 2027, les prévisions des dépenses s'appuient sur les éléments présentés à la page 4.

L'évolution prévue des différents types de prestations en nature s'appuie principalement sur les tendances observées ces dernières années, les évolutions récentes et les projections des experts métiers de la CNS.

Selon ces prévisions, les dépenses liées aux prestations en nature devraient augmenter de +7,4% en 2027, contre +6,8% en 2026. Plus précisément, les prestations réalisées au Luxembourg devraient progresser de +8,3% en 2027, tandis que celles réalisées à l'étranger devraient augmenter de +3,4%

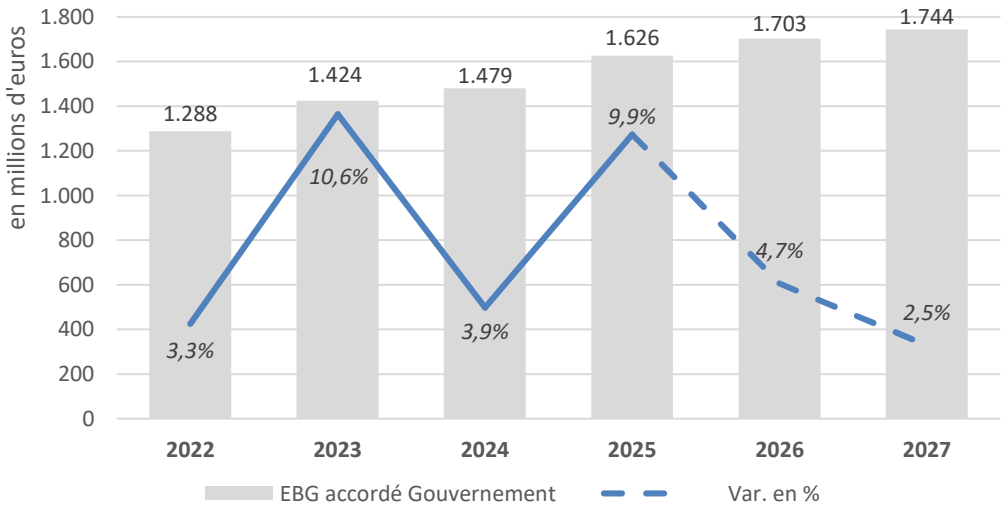
Tableau 16: Budget des prestations en nature (maladie et maternité) (DP)

(Montants en millions d'euros)	2022	2023	2024	2025	2026	2027	Variation 25/24	26/25	27/26
PRESTATIONS EN NATURE	**3.197,0**	**3.477,5**	**3.789,2**	**4.060,6**	**4.307,3**	**4.633,6**	***7,2%***	***6,1%***	***7,6%***
Prestations au Luxembourg	**2.660,9**	**2.896,8**	**3.174,5**	**3.420,0**	**3.646,0**	**3.949,7**	***7,7%***	***6,6%***	***8,3%***
Soins médicaux	539,3	594,0	690,2	729,9	775,7	849,9	*5,8%*	*6,3%*	*9,6%*
Soins méd.-dent, proth, ortho.	115,3	125,9	148,4	171,3	191,1	213,7	*15,4%*	*11,6%*	*11,8%*
Frais de transport des malades	14,5	14,4	14,6	17,6	19,0	19,6	*20,4%*	*7,7%*	*3,1%*
Médicaments (extra-hosp.)	301,4	340,3	378,1	419,4	465,6	516,5	*10,9%*	*11,0%*	*10,9%*
dont pharmacies ouvertes au public	*226,7*	*252,1*	*279,3*	*307,1*	*338,6*	*372,5*	*10,0%*	*10,3%*	*10,0%*
dont médicaments à déliv. Hosp	*74,7*	*88,3*	*98,9*	*112,3*	*127,0*	*144,1*	*13,6%*	*13,1%*	*13,4%*
Autres prof de santé	217,4	242,8	269,0	290,3	314,3	341,8	*7,9%*	*8,3%*	*8,7%*
dont soins infirmiers	*77,8*	*73,9*	*83,1*	*89,0*	*92,5*	*98,4*	*7,0%*	*3,9%*	*6,4%*
dont soins de kinésithéraphie	*129,4*	*149,9*	*161,3*	*173,5*	*191,8*	*209,5*	*7,6%*	*10,6%*	*9,2%*
dont psychothérapie	*0,0*	*6,9*	*10,8*	*12,9*	*14,4*	*16,9*	*19,8%*	*11,5%*	*17,3%*
Dispositifs médicaux	63,9	68,2	71,4	81,1	85,0	91,7	*13,5%*	*4,9%*	*7,8%*
Laboratoires (extra-hosp)	130,2	117,9	131,4	121,0	130,6	144,3	*-8,0%*	*8,0%*	*10,5%*
Cures thérap. et de conval.	9,9	10,7	11,9	12,6	11,6	11,8	*5,9%*	*-7,8%*	*2,1%*
Foyer de psychiatrie	8,3	8,8	9,8	11,5	13,4	14,5	*17,3%*	*16,1%*	*8,3%*
Soins hospitaliers	1.235,6	1.345,8	1.417,3	1.524,9	1.593,0	1.690,9	*7,6%*	*4,5%*	*6,1%*
Médecine préventive	6,5	7,2	7,9	12,4	13,2	13,9	*57,1%*	*6,2%*	*6,0%*
Prestations diverses	1,0	1,2	1,2	1,3	1,3	1,4	*1,9%*	*2,3%*	*5,0%*
Soins palliatifs	17,7	19,4	23,1	26,9	31,7	36,8	*16,4%*	*18,1%*	*16,0%*
Divers	0,0	0,0	0,0	0,0	0,5	2,9	*p.m.*	*p.m.*	*p.m.*
Prestations à l'étranger	**531,9**	**576,3**	**610,1**	**636,1**	**656,6**	**679,2**	***4,3%***	***3,2%***	***3,4%***
Conventions internationales	510,4	552,1	581,6	606,8	628,0	650,0	*4,3%*	*3,5%*	*3,5%*
Autres prestations transférées	21,5	24,2	28,5	29,3	28,6	29,2	*2,9%*	*-2,4%*	*2,0%*
Indemnités funéraires	4,2	4,4	4,6	4,5	4,6	4,7	*-1,0%*	*1,8%*	*3,1%*

Les commentaires ci-dessous portent d'abord sur l'évolution des principaux postes de dépenses au Luxembourg, classés par ordre décroissant selon leur impact financier sur le budget. Les graphiques associés illustrent ces évolutions selon l'exercice prestation.

Soins hospitaliers

Graphique 8: EBG accordée par Gouvernement



Les dépenses liées aux **soins hospitaliers** constituent le principal poste des prestations en nature, représentant environ 37,0% des dépenses totales de cette catégorie en 2026 et 2027. Elles comprennent notamment les frais couverts par l'enveloppe budgétaire globale (EBG), y compris les réseaux de compétences, ainsi que les éléments couverts par l'article 21 de la convention FHL (médicaments, etc.) et les antennes.

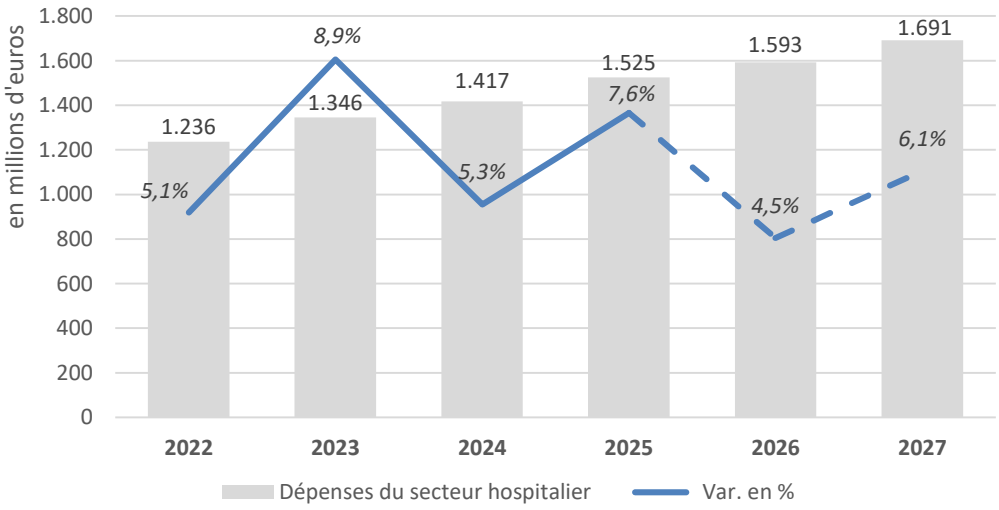
Conformément à l'article 74 alinéa 1 du CSS, le Gouvernement fixe, au plus tard au 1er octobre des années paires, une enveloppe budgétaire globale (EBG) pour les dépenses du secteur hospitalier des années à venir. Cette enveloppe est établie sur la base d'un rapport d'analyse prévisionnel élaboré par l'Inspection générale de la sécurité sociale, la CNS et la Commission permanente pour le secteur hospitalier (CPH), consultées pour avis.

Le Conseil de Gouvernement a fixé EBG à 1.702,6 millions d'euros pour 2026, soit une progression de +4,7%, et à 1.744,3 millions d'euros pour 2027, correspondant à une hausse de +2,5%. Cette enveloppe couvre non seulement les dépenses à la charge de l'AMM, mais également les montants non-opposables à l'AMM liés aux participations des assurés ainsi que les frais supportés par l'assurance accident, le dommage de guerre et l'étranger. Cependant elle ne tient pas compte des éléments couverts par l'article 21 de la convention FHL et des antennes. Le budget pour l'année 2027 relatif à ce poste tient compte du glissement des carrières, de la variation de l'EMS, du déploiement des réseaux de compétences, ainsi que la mise en exploitation de nouveaux services. Il intègre également, conformément à la proposition formulée par l'IGSS dans son « rapport d'analyse prévisionnel de l'EBG des dépenses du secteur hospitalier » (Version du 7 août 2026), des mesures de maîtrise des dépenses visant à préserver l'équilibre financier de l'AMM tout en tenant compte des contraintes du secteur hospitalier. Ces mesures sont actuellement estimées à 22 millions d'euros pour l'année 2027 et à 32 millions d'euros pour les années suivantes.

Les dépenses relatives aux **soins hospitaliers opposables à l'AMM**, incluant les dépenses couvertes par l'article 21 de la convention FHL ainsi que celles liées aux antennes, s'élèvent à 1.593,0 millions d'euros en 2026 et à 1.690,9 millions d'euros en 2027. Elles enregistrent ainsi une progression de +4,5% en 2026 et de +6,1% en 2027.

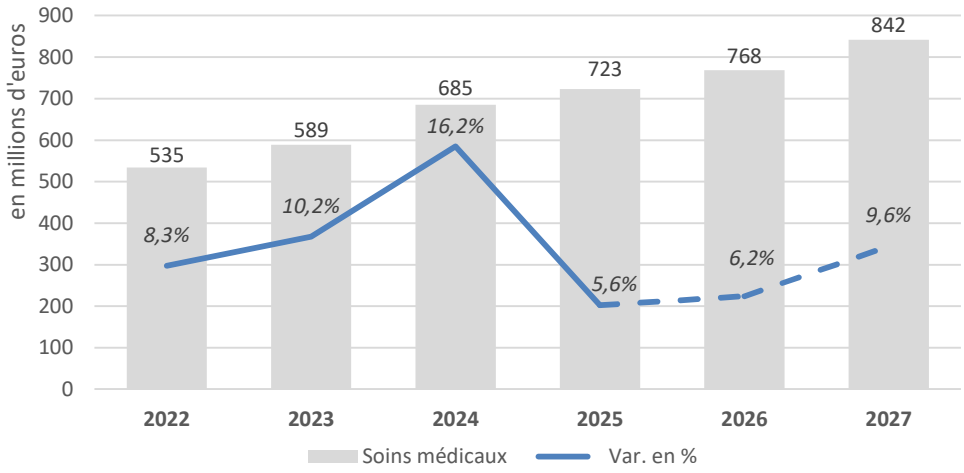
Les dépenses pour l'année 2027 comprennent un montant financé par l'EBG de 1.665,5 millions EUR, un montant de 22,0 millions EUR pour médicaments chers et un montant de 3,4 millions EUR relatif aux antennes de service à financer par forfaits.

Graphique 9: Dépenses secteur hospitalier à charge AMM



Honoraires médicaux (hors PN Maternité)

Graphique 10: Dépenses honoraires médicaux



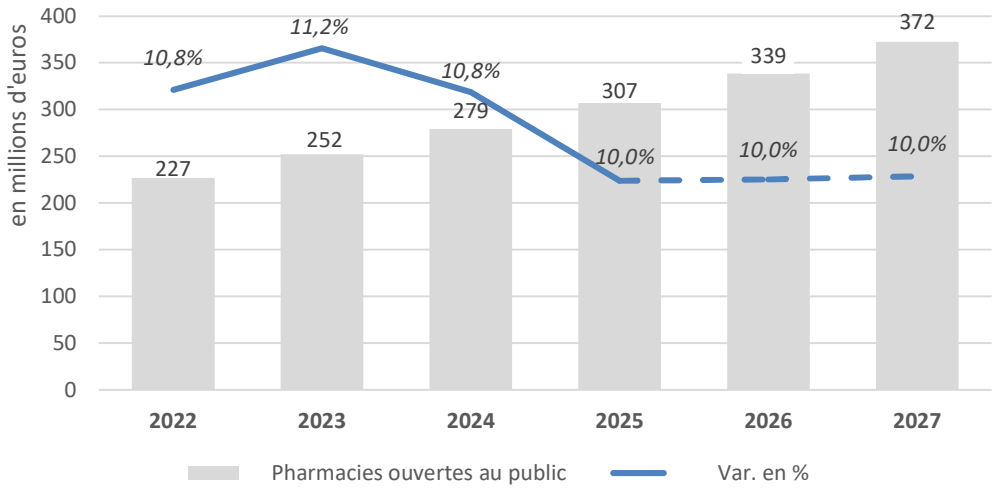
Les dépenses liées aux **honoraires médicaux** devraient augmenter de +6,2% en 2026, pour atteindre 768,2 millions d'euros. Cette évolution s'explique principalement par la progression de l'échelle mobile des salaires et par l'augmentation de l'activité médicale.

Pour 2027, les dépenses sont estimées à 841,7 millions d'euros, soit une hausse de +9,6%. Cette progression repose notamment sur une augmentation de +2,1% de l'échelle mobile des salaires et de +4,0% de l'activité médicale.

Par principe de prudence, le taux maximal de revalorisation de la valeur de la lettre-clé des actes et services des médecins, fixé à +3,18% pour 2027, a été retenu dans le budget.

Frais pharmaceutiques

Graphique 11: Dépenses médicaments en officine



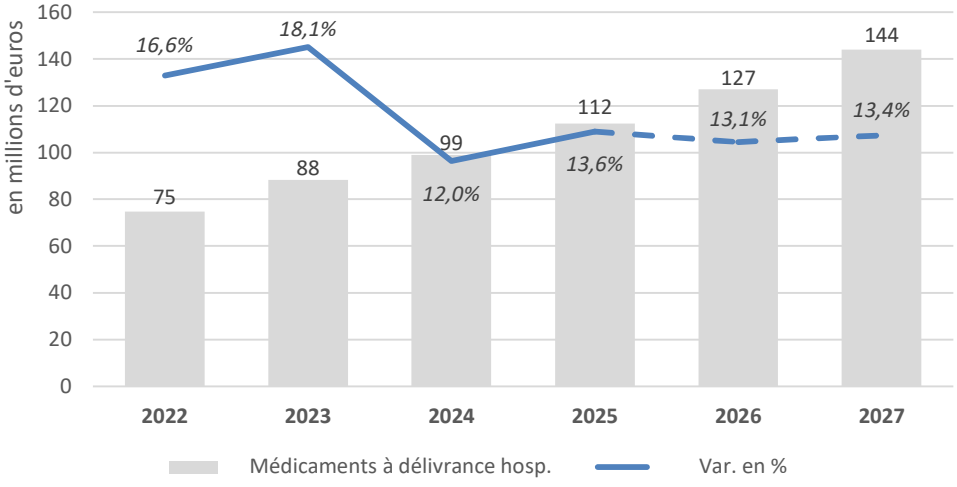
Les dépenses de **médicaments** comprennent les médicaments délivrés par les pharmacies ouvertes au public ainsi que les médicaments à délivrance hospitalière, c'est-à-dire ceux délivrés par les pharmacies hospitalières aux patients en séjour ambulatoire.

En 2026, les dépenses de **médicaments délivrés par les pharmacies ouvertes au public** ont augmenté d'environ +9,8% au cours des 5 premiers mois. Pour l'ensemble de l'année 2026, la CNS prévoit des dépenses de 338,6 millions d'euros, soit une hausse de +10,3%.

Pour 2027, ces dépenses devraient encore progresser de +10,0% pour atteindre 372,5 millions d'euros.

La hausse des dépenses de médicaments délivrés par les pharmacies ouvertes au public, observée depuis 2021, devrait ainsi se poursuivre en 2026 et 2027. Elle s'explique en partie par l'augmentation du nombre de patients, mais principalement par l'arrivée sur le marché de médicaments innovants à coût élevé.

Graphique 12: Dépenses médicaments à délivrance hospitalière



En 2026, les dépenses de **médicaments à délivrance hospitalière** ont augmenté d'environ +14,1% au cours des 4 premiers mois. Pour l'ensemble de l'année 2026, elles sont estimées à 127,0 millions d'euros (+13,1%). Pour 2027, elles devraient atteindre 144,1 millions d'euros (+13,4%).

Au total, les dépenses pharmaceutiques s'élèvent ainsi à 465,6 millions d'euros en 2026 (+11,0%) et à 516,5 millions d'euros en 2027 (+10,9%).

Soins des autres professions de santé

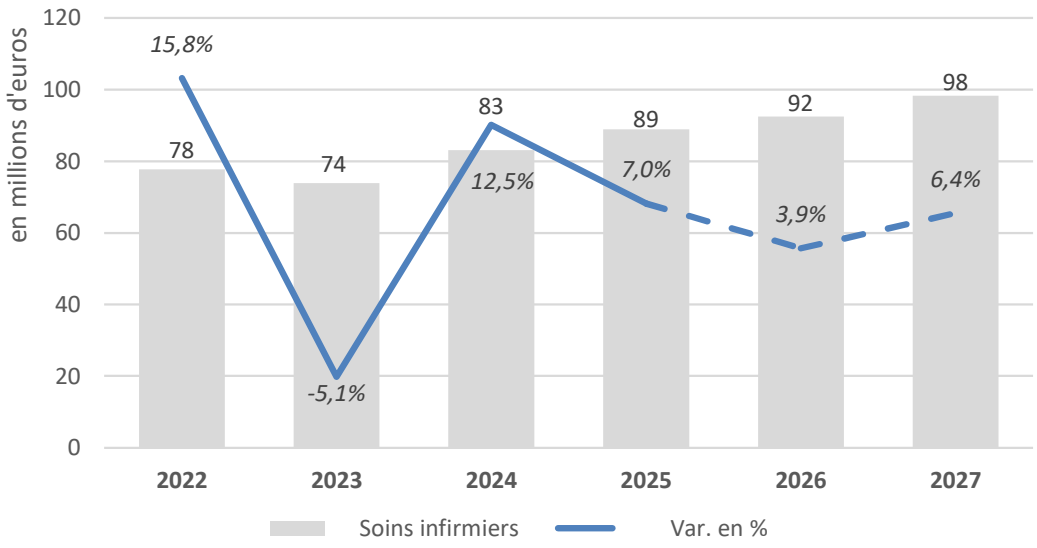
Parmi les autres professions de santé, les soins infirmiers et de kinésithérapie représentent à eux seuls près de 90% des dépenses totales de cette catégorie. Celle-ci comprend également les dépenses liées aux psychomotriciens, aux orthophonistes, aux sage-femmes, aux diététiciens et à la psychothérapie.

Frais des soins infirmiers

Pour 2026, les dépenses liées aux **soins infirmiers** devraient augmenter de +3,9%, pour atteindre 92,5 millions d'euros. Cette évolution tient compte d'une progression de +2,3% de l'échelle mobile des salaires ainsi que d'une augmentation de l'activité.

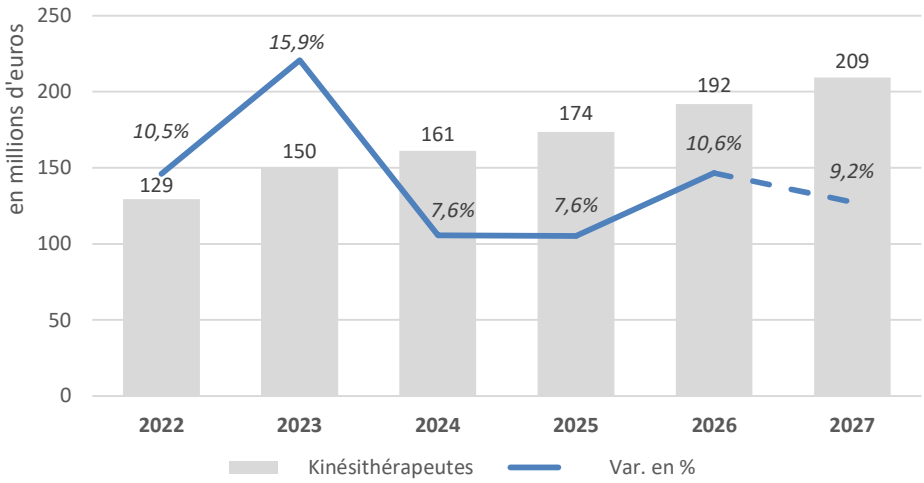
Pour 2027, la CNS estime une croissance des prestations infirmières de +6,4%, dont +1,0% sont attribués à une augmentation de l'activité et +2,1% à l'ajustement de l'échelle mobile des salaires. Par principe de prudence, le taux maximal de revalorisation de la valeur de la lettre-clé, fixé à +3,18% pour 2027, a été retenu dans le budget.

Graphique 13: Dépenses des infirmiers



Frais des kinésithérapeutes

Graphique 14: Dépenses des kinésithérapeutes



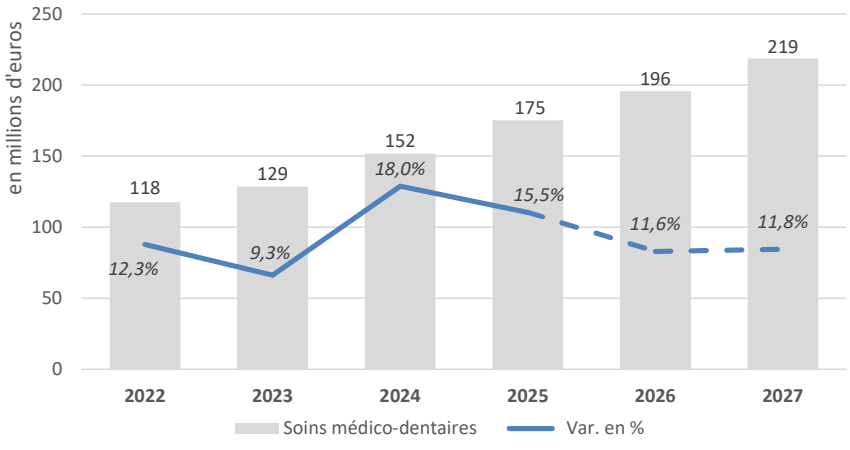
Au cours des sept premiers mois de l'année 2026, la CNS observe une hausse de +10,6% des dépenses liées aux **soins de kinésithérapie**.

Pour l'ensemble de l'année 2026, les dépenses sont estimées à 191,8 millions d'euros. Cette progression de +10,6% s'explique notamment par une croissance de +5,0% de l'activité, une augmentation de l'échelle mobile des salaires de +2,3% ainsi que par l'adaptation de la valeur lettre-clé de +2,93%, qui se compose d'une revalorisation de +1,60% ainsi que d'un effet de rattrapage de +1,33%.

Pour 2027, les dépenses de kinésithérapie sont estimées à 209,5 millions d'euros, soit une hausse de +9,2%. Cette progression est notamment portée par une augmentation de l'activité de +5,0% et une évolution de l'échelle mobile des salaires de +2,1%. Par principe de prudence, le taux maximal de revalorisation de la valeur de la lettre-clé, fixé à +3,18% pour 2027, a été retenu dans le budget. Cette hausse est partiellement compensée par la suppression de l'effet de rattrapage de -1,33%.

Honoraires médico-dentaires

Graphique 15: Dépenses médico-dentaires

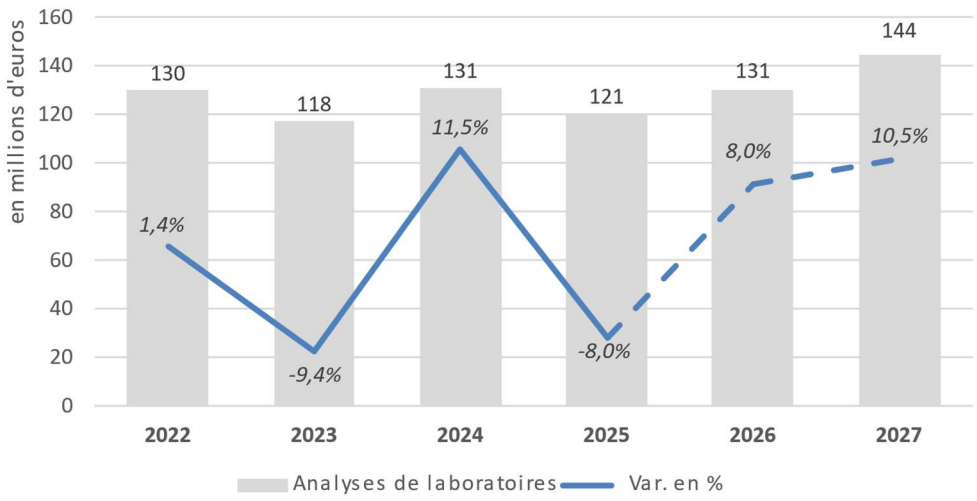


Pour les **médecins-dentistes**, les dépenses devraient augmenter de +11,6% en 2026 et de +11,8% en 2027. Pour l'ensemble de l'année 2026, les dépenses sont estimées à 191,1 millions d'euros. Cette forte progression en 2026 s'explique par une augmentation de l'échelle mobile des salaires (+2,3%) et une hausse significative de l'activité de +9,1%.

Pour 2027, les dépenses liées aux honoraires médico-dentaires sont estimées à 213,7 millions d'euros. Cette prévision repose notamment sur une variation de l'échelle mobile des salaires de +2,1% et une augmentation de l'activité médicale de +6,2%. Par principe de prudence, le taux maximal de revalorisation de la valeur de la lettre-clé, fixé à +3,18% pour 2027, a été retenu dans le budget.

Analyse des laboratoires extrahospitaliers et de biologie clinique

Graphique 16: Dépenses laboratoires



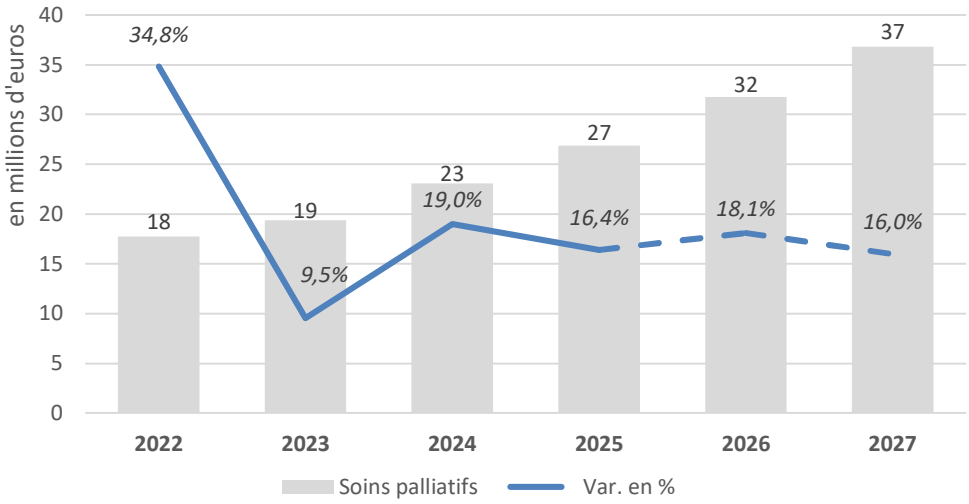
Le poste **« Laboratoires d'analyses médicales et de biologie clinique »** comprend les analyses réalisées par les laboratoires privés, les établissements hospitaliers ainsi qu'une partie des activités du Laboratoire national de santé.

Au cours des sept premiers mois de l'année 2026, la CNS constate une hausse des dépenses d'environ +8,0%. Pour l'ensemble de l'année, les dépenses sont estimées à 130,6 millions d'euros, soit une hausse de +8,0%, qui s'explique exclusivement par une augmentation de l'activité.

Pour 2027, les dépenses relatives aux analyses de laboratoire sont estimées à 144,3 millions d'euros, soit une hausse de +10,5%. Cette forte progression s'explique notamment par l'augmentation de l'activité de +6,1%. Par principe de prudence, le taux maximal de revalorisation de la valeur de la lettre-clé des laboratoires d'analyses médicales et de biologie clinique, fixé à +4,18% pour 2027, a été retenu dans le budget.

Soins palliatifs

Graphique 17: Dépenses soins palliatifs



Les dépenses de **soins palliatifs**, pris en charge depuis le 1er janvier 2017, sont estimées à 31,7 millions d'euros en 2026, soit une hausse de +18,1% par rapport à 2025. Cette progression s'explique principalement par l'augmentation de l'activité (+15,5%) et par la hausse de l'échelle mobile des salaires (+2,3%).

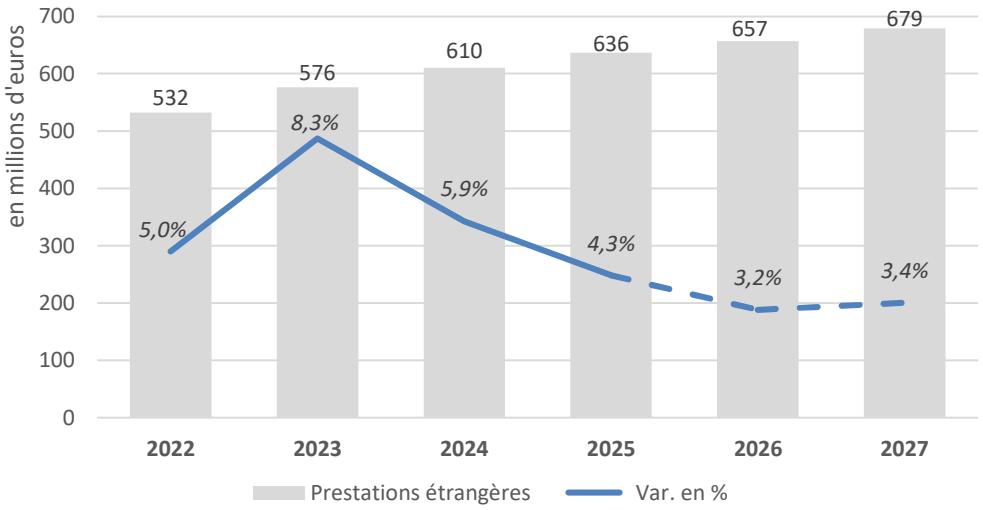
En 2027, les dépenses devraient encore progresser de +16,0%, pour atteindre 36,8 millions d'euros. Cette hausse serait notamment liée à une augmentation de l'activité de +10,1% et à une évolution de l'échelle mobile des salaires de +2,1%. Par principe de prudence, le taux maximal de revalorisation de la valeur de la lettre-clé, fixé à +3,18% pour 2027, a été retenu dans le budget.

Cures thérapeutiques

Pour 2026, la CNS prévoit une baisse de -7,8% des dépenses liées aux cures thermales, hors frais de séjour. Cette diminution s'explique principalement par une baisse de l'activité de -10,6%, partiellement compensée par une hausse de l'échelle mobile des salaires de +2,3%. En 2027, ces dépenses devraient augmenter de +2,1%, principalement sous l'effet de la progression prévue de l'échelle mobile des salaires.

Prestations à l'étranger

Graphique 18: Dépenses à l'étranger



Les **prestations à l'étranger comprennent les « Conventions internationales »** et **les « Autres prestations transférées ».** Ce dernier poste couvre notamment les soins planifiés à l'étranger, hospitaliers et extrahospitaliers, remboursés selon la législation luxembourgeoise, les dépenses prises en charge selon la législation étrangère sur base du formulaire S067, ainsi que les soins ne nécessitant pas d'autorisation préalable (ancien dispositif Decker-Kohll).

Les décomptes relatifs aux conventions internationales en provenance de l'étranger couvrent souvent des prestations se rapportant à plusieurs périodes. Il n'est dès lors pas toujours possible de les rattacher précisément à un exercice comptable donné. Cette particularité peut entraîner des variations annuelles irrégulières des dépenses.

Pour 2026, les dépenses sont estimées à 656,6 millions d'euros, dont 628,0 millions d'euros pour les « Conventions internationales », soit une augmentation de +3,5% par rapport à 2025, et 28,6 millions d'euros pour les « Autres prestations transférées », correspondant à une baisse de -2,4%.

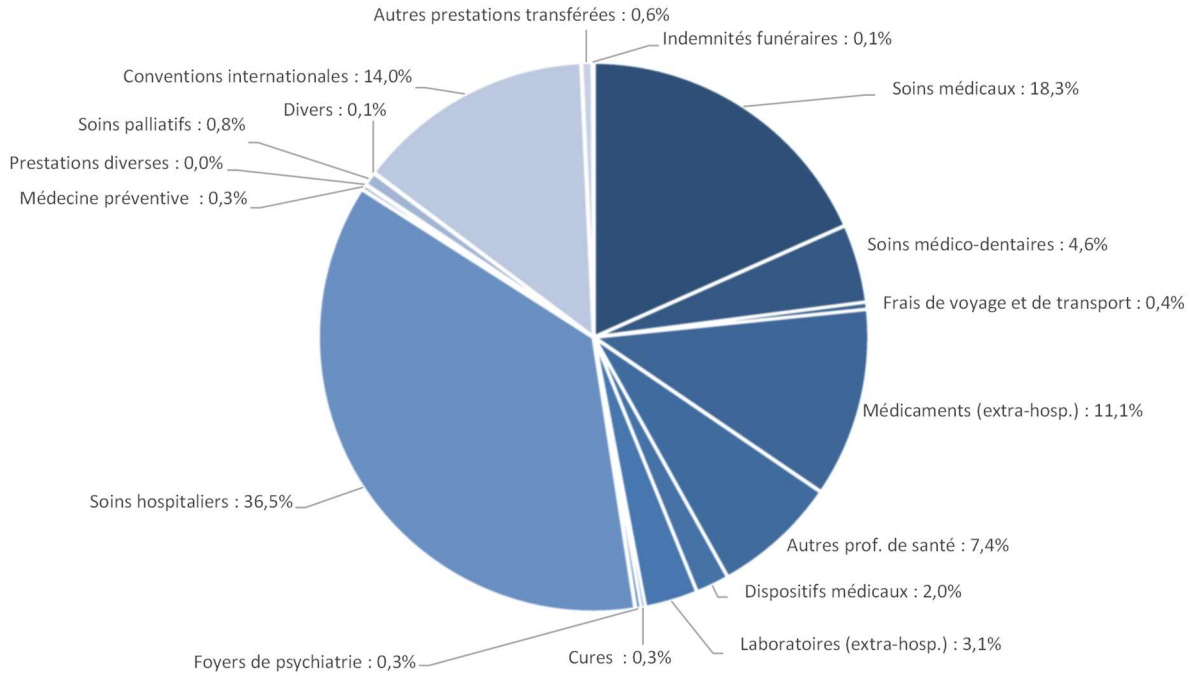
Pour 2027, les dépenses totales sont estimées à 679,2 millions d'euros, soit une progression de +3,4%. Les dépenses liées aux « Conventions internationales » devraient atteindre 650,0 millions d'euros, soit une hausse de +3,5% par rapport à 2026. Les « Autres prestations transférées » devraient, quant à elle, augmenter de +2,0%, atteignant 29,2 millions d'euros.

Globalement, cette progression modérée s'explique notamment par une évolution moins dynamique des dépenses de soins à l'étranger que celles réalisées sur le territoire luxembourgeois, ainsi que par le recours croissant des assurés non-résidents aux soins au Luxembourg.

Divers

Dans le cadre de l'élargissement des prestations, le poste « Divers » comprend la révision des nomenclatures existantes ainsi que l'introduction de nouvelles prestations et nomenclatures. Les révisions prévues concernent notamment la neurologie, la néphrologie, la traumatologie et la cardiologie. Les accords définitifs n'étant pas encore connus, une approche prudente a été retenue pour estimer l'impact financier et le calendrier de mise en œuvre des mesures encore en discussion.

Graphique 19: Ventilation des soins de santé en 2027



Autres dépenses

Transferts de cotisation (63)

Cotisation assurance maladie-maternité

En cas d'incapacité de travail pour cause de maladie ou maternité prise en charge par la CNS, la part du taux de cotisation de l'assurance maladie s'élève à 3,05% (2,80% + 0,25%) pour les assurés salariés et non-salariés bénéficiant d'une indemnité pécuniaire.

Le montant des transferts de cotisations liés aux indemnités pécuniaires de maladie et de maternité en rapport avec les cotisations assurance maladie-maternité est estimé à 16,9 millions d'euros en 2026 et à 17,5 millions d'euros en 2027, soit une augmentation de +3,4% entre 2026 et 2027.

Cotisations assurance pension

En cas d'incapacité de travail pour cause de maladie ou maternité prise en charge par la CNS, le taux de cotisation pour l'assurance pension est fixé à 8,50% à partir de 2026, conformément à la réforme du système de pensions adoptée en octobre 2025.

Le montant des transferts de cotisations liés aux indemnités pécuniaires de maladie et de maternité en rapport avec les cotisations assurance pension est estimé à 47,2 millions d'euros en 2026 (+11,8%) et à 48,8 millions d'euros en 2026 (+3,4%). La hausse en 2026 s'explique par l'augmentation du taux, qui est passé de 8,00% à 8,50% en 2026.

Décharges et restitution de cotisations (64)

Le montant estimé des décharges et extournes de cotisations, basé sur les résultats des années précédentes ainsi que sur les montants déjà comptabilisés pour 2026, s'élève à 6,4 millions d'euros pour 2026 et 2027.

Patrimoine (65)

Le poste « Patrimoine » comprend les frais d'exploitation des immeubles ainsi que les coûts liés aux experts et aux études immobilières. Ces dépenses, établies dans le cadre des frais d'administration de la CNS, sont estimées à 207.000 euros pour l'exercice 2026 et à 211.00 euros pour 2027, soit une hausse de +1,8%.

Charge financières (66)

Le poste « Charges financières » regroupe les intérêts sur comptes courants, les pertes de change et les autres charges financières. La CNS ne prévoit aucune dépense au titre de ce poste pour les exercices 2026 et 2027.

Dotation aux provisions et amortissement (67)

Le poste « Amortissements » s'élève à 3,8 millions d'euros pour les années 2026 et 2027. Ces amortissements concernent divers actifs, notamment les bâtiments dont la CNS est propriétaire, l'aménagement intérieur de la Cité de la sécurité sociale ainsi qu'un système informatique d'échange d'informations.

Charges diverses tiers (68)

Le poste 68 comprend les frais liés au système informatique et à l'imprimerie des médecins, les frais de digitalisation des médecins, les frais d'administration associés à la convention belgo-luxembourgeoise, les frais de fonctionnement de l'Agence eSanté, les charges liées à la convention avec le LIH ainsi que les forfaits pour frais informatiques des kinésithérapeutes et des diététiciens.

Le montant global du poste « Charges diverses - Tiers » s'élève en 2026 à 28,0 millions d'euros contre 25,6 millions d'euros en 2025. Ceci correspond à une hausse de 2,3 millions d'euros ou +9,2%. Les charges du budget 2027 sont estimées à 28,8 millions d'euros, soit une hausse de +2,9% par rapport à 2026.

Pour les frais liés au système informatique et à l'imprimerie des médecins, aucun coût n'est prévu à partir de 2027, étant donné qu'il n'existe pas de base légale permettant à la CNS de les prendre en charge. Pour la rubrique mammographie, un montant de 23.000 euros est prévu, soit une augmentation de +2,5% par rapport à 2026.

Les forfaits pour frais informatiques pour les kinésithérapeutes et diététiciens s'élèvent en 2027 à 0,7 million, ce qui équivaut à une croissance de +9,4% par rapport à 2026. Pour les diététiciens, le forfait s'élève à 1.600 euros par cabinet en 2027.

Les frais de fonctionnement 2026 et 2027 de l'Agence eSanté ainsi que ceux liés à la convention avec le LIH sont ceux fixés dans les contrats avec les organismes en question. Il convient de noter que les frais de fonctionnement de l'Agence eSanté augmentent de +1,4 million d'euros, soit +8,0% entre 2026 et 2027.

Les frais d'administration à rembourser aux mutualités belges dans le cadre de la convention belgo-luxembourgeoise sont estimés à 8,5 millions d'euros en 2027, contre 8,1 millions d'euros en 2026, soit une hausse de +4,7%.

Dotation au fonds de roulement

L'article 28 du CSS prévoit que la Caisse nationale de santé applique le système de la répartition des charges avec constitution d'une réserve. Celle-ci ne peut être inférieure à 10% du montant annuel des dépenses. L'article 37 de la loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'Etat pour l'exercice 2017 a supprimé la limite supérieure du plafond de la réserve en matière d'assurance maladie-maternité afin de pérenniser les efforts d'économie réalisés depuis la loi du 17 décembre 2010.

La variation du fonds de roulement entre deux exercices détermine le montant à doter ou à prélever. Si le fonds de roulement augmente, une dotation correspondant à cette hausse sera effectuée. A l'inverse, lorsqu'il diminue, un prélèvement du même montant sera réalisé.

Pour 2027, le fonds de roulement minimum est estimé à 557,3 millions d'euros, représentant 10,0% du montant des dépenses courantes nettes prévues pour 2027. Il s'élève à 521,0 millions d'euros en 2026. Cette augmentation de 36,3 millions d'euros se traduit par une dotation du même montant au fonds de roulement en 2027.

Dotation de l'excédent de l'exercice

De manière générale, lorsque le solde des opérations courantes dépasse la dotation au fonds de roulement, l'excédent est affecté à la réserve excédentaire. Dans le cas d'un prélèvement au fonds de roulement et d'une somme positive du solde des opérations courantes, ce montant est affecté à la réserve excédentaire.

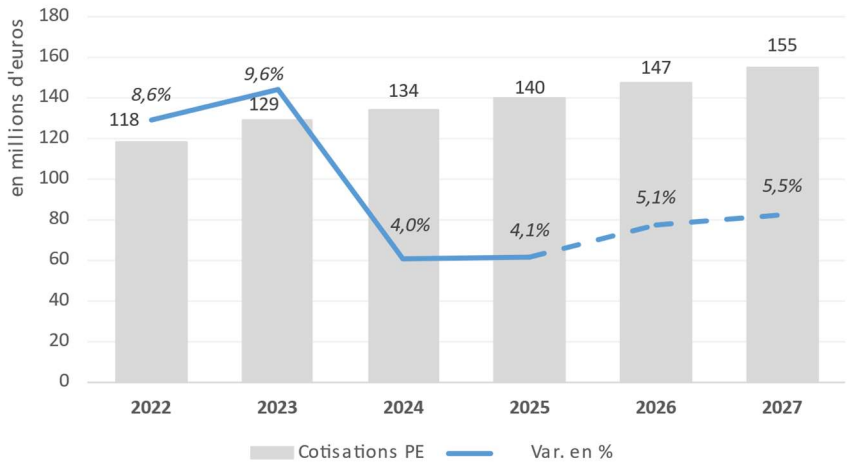
En 2027, les recettes courantes seront supérieures aux dépenses courantes de +33,0 millions d'euros. Après prise en compte des opérations sur réserves, dont une dotation au fonds de roulement de 36,3 millions d'euros, le déficit de l'exercice s'élèvera à -3,3 millions d'euros. Ce déficit sera financé par un prélèvement sur la réserve excédentaire, qui passera de 179,5 millions d'euros en 2026 à 176,2 millions d'euros en 2027.

Recettes

Cotisations (70)

Prestations en espèces (PE, Article 29, al.2)

Graphique 20: Cotisations pour Prestations en espèces des assurés actifs (DP)



Le montant des cotisations pour prestations en espèces des assurés actifs est estimé à l'indice courant à 146,9 millions d'euros pour 2026 (+5,1%) et à 155,0 millions d'euros pour 2027 (+5,5%).

Les estimations reposent sur la projection de la masse salariale des revenus cotisables pour prestations en espèces. L'évolution de cette masse cotisable dépend de la croissance du nombre d'assurés, de l'augmentation du revenu moyen cotisable et des variations de l'échelle mobile des salaires.

Les tableaux 18 et 19 présentent l'évolution de ces variables (exprimées au nombre indice 100) retenues pour établir les projections des exercices 2026 et 2027.

Selon le tableau 17 ci-dessous (exprimé au nombre indice 100), la masse des revenus cotisables devrait progresser de +2,0% en 2026 et de +4,1% en 2027, pour atteindre 2.970,2 millions d'euros en 2026 et 3.092,3 millions d'euros en 2027.

Tableau 17: Masse des revenus cotisables pour PE (DP)

(Montants au n.i. 100 en millions d'euros)	**2022**	**2023**	**2024**	**2025**	**2026** *projection*	**2027** *projection*
CNS	2.701,5	2.800,7	2.843,3	2.910,9	2.970,2	3.092,3
Var. en %	*4,6%*	*3,7%*	*1,5%*	*2,4%*	*2,0%*	*4,1%*
Taux de cotisation	*0,50%*	*0,50%*	*0,50%*	*0,50%*	*0,50%*	*0,50%*
Montants des cotisations	13,5	14,0	14,2	14,6	14,9	15,5

La croissance du nombre d'assurés cotisants est estimée à +1,8% en 2026 et à +1,9% en 2027. En conséquence, la CNS prévoit des recettes de cotisations, exprimées au nombre indice 100, estimées à 14,9 millions d'euros pour 2026 et à 15,5 millions d'euros pour 2027, respectivement 146,9 millions d'euros et 155,0 millions d'euros à indice courant.

Tableau 18: Evolution du nombre moyen d'assurés ayant droit à une PE

	2022	2023	2024	2025	2026 *projection*	2027 *projection*
CNS	448.057	456.540	459.495	462.963	471.222	480.335
Var. en %	*3,3%*	*1,9%*	*0,6%*	*0,8%*	*1,8%*	*1,9%*

Tableau 19: Evolution du revenu moyen cotisable des assurés ayant droit à une PE (DP)

(Montants au n.i. 100, en euros)	2022	2023	2024	2025	2026 *projection*	2027 *projection*
CNS	6.029	6.135	6.188	6.287	6.303	6.438
Var. en %	*1,3%*	*1,7%*	*0,9%*	*1,6%*	*0,3%*	*2,1%*

Exprimée au nombre indice 100, la croissance du revenu moyen cotisable pour prestations en espèces est estimée à +0,3% pour 2026, contre +2,1% en 2027.

A l'indice courant, le revenu moyen cotisable est estimé à 64.542 euros en 2027, contre 61.908 euros en 2026, soit une progression de +4,3%.

Il convient de préciser que la part du Fonds d'Orientation Agricole (FOA) dans les cotisations des assurés actifs de l'ancienne caisse de maladie agricole représente 75% de la cotisation minimale, calculée sur la base du salaire social minimum de référence. Le nombre moyen d'assurés obligatoires est estimé à 1.600 en 2027.

Calcul de la part du FOA :

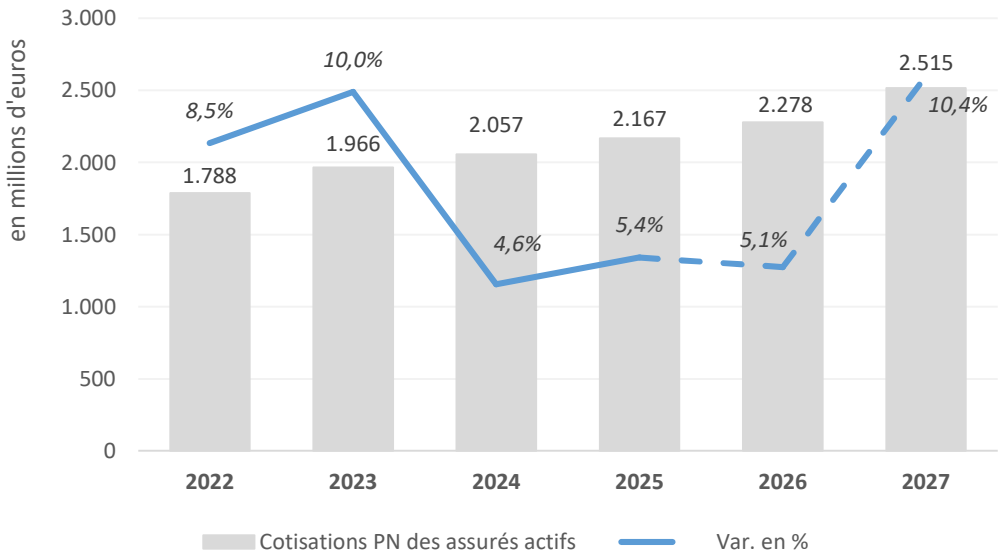
$$1.600 \times 289{,}91 \times 0{,}0050 \times 0{,}75 \times 12 \times 10{,}0257 = 209.272 \text{ euros}$$

Prestations en nature

Assurés actifs et autres non pensionnés cotisant au taux unique

Depuis le 1er janvier 2011, un taux de cotisation unique couvre, avec la majoration à charge des assurés bénéficiant d'une prestation en espèces, l'ensemble des charges de l'assurance maladie-maternité.

Graphique 21: Cotisations pour Prestations en nature des assurés actifs (DP)



Dans le cadre de l'établissement du budget 2027, le taux de cotisation unique est porté de 5,60% à 5,85% avec effet au 1er janvier 2027, conformément à la décision du conseil d'administration de la CNS du 11 novembre 2026.

Cette adaptation s'explique par le fait qu'un budget établi sur la base d'un taux de cotisation de 5,60% ne permettrait plus de respecter l'article 28 du Code de la sécurité sociale (CSS), qui prévoit que la réserve ne peut être inférieure à 10% du montant annuel des dépenses courantes.

Le montant des cotisations au taux unique provenant des assurés actifs et des autres assurés non pensionnés est estimé, au n.i. courant, à 2.277,6 millions d'euros en 2026, soit une progression de +5,1% par rapport à 2025. Pour 2027, il devrait atteindre 2.514,5 millions d'euros, en hausse de +10,4% par rapport à 2026, compte tenu notamment du relèvement du taux de cotisation unique de 5,60% à 5,85%. La hausse des cotisations entre 2026 et 2027 de 236,9 millions d'euros s'explique à hauteur de 107,5 millions d'euros par le relèvement de 0,25 point de pourcentage du taux de cotisation unique, de 5,60% à 5,85%.

Tableau 20: Masse des revenus cotisables (DP)

(Montants au n.i. 100 en millions d'euros)	**2022**	**2023**	**2024**	**2025**	**2026** *projection*	**2027** *projection*
CNS	3.662,1	3.808,6	3.888,5	4.030,1	4.141,0	4.287,3
Var. en %	*4,6%*	*4,0%*	*2,1%*	*3,6%*	*2,8%*	*3,5%*
Taux de cotisation	*5,60%*	*5,60%*	*5,60%*	*5,60%*	*5,60%*	*5,85%*
Montants des cotisations	205,1	213,3	217,8	225,7	231,9	250,8

À l'indice base 100, le tableau ci-dessus fait ressortir une progression de la masse des revenus cotisables de +2,8% pour 2026 et de +3,5% pour 2027. Les projections reposent sur les hypothèses retenues concernant l'évolution du nombre d'assurés cotisants et du revenu moyen cotisable. Le nombre d'assurés cotisants pour PN devrait progresser de +1,7% en 2026 et de +2,1% en 2027, pour atteindre 573.020 personnes en 2026 et 585.086 personnes en 2027.

Tableau 21: Evolutions du nombre moyen d'assurés cotisants

	2022	**2023**	**2024**	**2025**	**2026** *projection*	**2027** *projection*
CNS	535.930	549.273	556.614	563.358	573.020	585.086
Var. en %	*3,3%*	*2,5%*	*1,3%*	*1,2%*	*1,7%*	*2,1%*

Tableau 22: Evolution du revenu moyen cotisable (DP)

(Montants au n.i. 100 en euros)	**2022**	**2023**	**2024**	**2025**	**2026** *projection*	**2027** *projection*
CNS	6.833	6.934	6.986	7.154	7.227	7.328
Var. en %	*1,2%*	*1,5%*	*0,8%*	*2,4%*	*1,0%*	*1,4%*

Exprimé au nombre indice 100, le revenu moyen cotisable est estimé à 7.328 euros pour 2027, soit une progression de +1,4% par rapport à 2026, après une hausse de +1,0% entre 2025 et 2026.

En valeur courante, le revenu moyen cotisable passe de 70.977 euros en 2026 à 73.464 euros en 2027, soit une augmentation de +3,5%.

Il convient de préciser que la part du Fonds d'Orientation Agricole (FOA) dans les cotisations des assurés actifs de l'ancienne caisse de maladie agricole correspond à 75% de la cotisation minimale, calculée sur la base du salaire social minimum. Le nombre moyen d'assurés obligatoires est estimé à 1.600 en 2027.

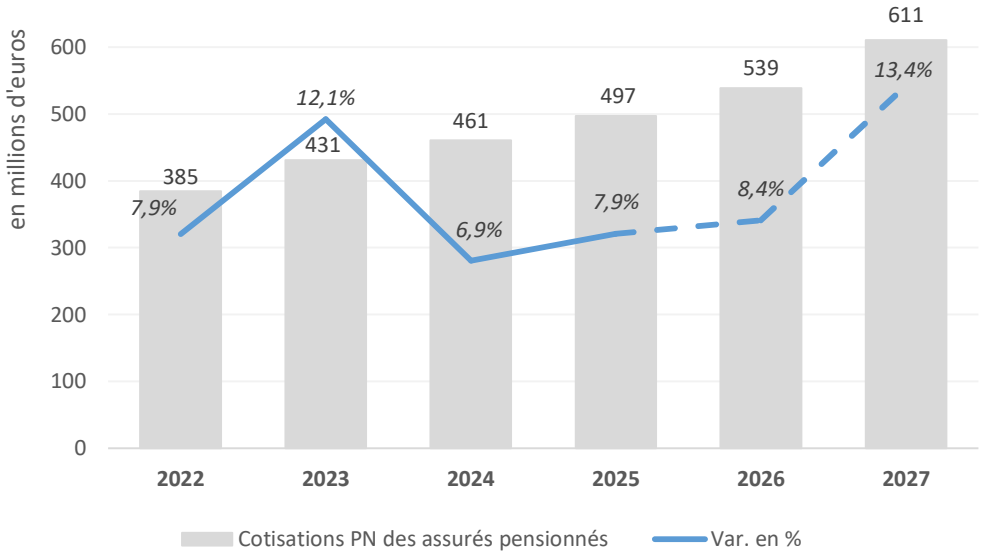
Calcul de la part du FOA :

$$1.600 \times 289{,}91 \times 0{,}0560 \times 0{,}75 \times 12 \times 10{,}0257 = 2{,}34 \text{ millions d'euros}$$

Assurés pensionnés

À l'indice courant et sur la base du taux de cotisation unique de 5,85%, applicable à partir du 1er janvier 2027 conformément à la décision du conseil d'administration de la CNS du 11 novembre 2026, les recettes de cotisations des assurés pensionnés sont estimées à 611,2 millions d'euros en 2027, contre 539,2 millions d'euros en 2026, soit une augmentation de +13,4%. La hausse des cotisations entre 2026 et 2027 de 72,1 millions d'euros s'explique à hauteur de 26,1 millions d'euros par le relèvement de 0,25% du taux de cotisation unique.

Graphique 22: Cotisations pour Prestations en nature des assurés pensionnés (DP)



L'estimation de la masse des pensions cotisables repose sur le nombre moyen d'assurés pensionnés cotisants et sur le revenu moyen cotisable. En 2027, il y aura un ajustement des pensions au niveau réel des salaires à hauteur de +2,3%.

Les tableaux suivants présentent l'évolution de la masse des pensions cotisables, du nombre moyen d'assurés pensionnés cotisants et du revenu moyen cotisable, exprimés en euros et au nombre indice 100.

Tableau 23: Masse des pensions cotisables (DP)

(Montants au n.i. 100 en millions d'euros)	**2022**	**2023**	**2024**	**2025**	**2026** *projection*	**2027** *projection*
CNS	541,3	571,1	588,1	624,2	654,2	688,4
Var. en %	*3,5%*	*5,5%*	*3,0%*	*6,1%*	*4,8%*	*5,2%*
CMFEP	122,0	128,3	133,7	140,6	147,8	156,6
Var. en %	*3,8%*	*5,2%*	*4,2%*	*5,1%*	*5,1%*	*6,0%*
CMFEC	25,3	26,4	27,3	28,8	30,1	32,1
Var. en %	*3,6%*	*4,2%*	*3,7%*	*5,4%*	*4,6%*	*6,5%*
EM-CFL	25,7	25,8	25,9	26,2	26,3	26,6
Var. en %	*-0,5%*	*0,6%*	*0,3%*	*0,9%*	*0,4%*	*1,3%*
CNS internat.	72,1	82,5	95,2	103,9	120,7	137,2
Var. en %	*10,4%*	*14,5%*	*15,5%*	*9,1%*	*16,1%*	*13,7%*
Forfaits d'éducation	1,5	1,4	1,3	1,2	1,1	1,0
Var. en %	*-7,8%*	*-9,4%*	*-7,3%*	*-7,1%*	*-7,0%*	*-7,0%*
TOTAL	**787,9**	**835,5**	**871,6**	**924,9**	**980,1**	**1.042,0**
Var. en %	*4,0%*	*6,0%*	*4,3%*	*6,1%*	*6,0%*	*6,3%*
Taux de cotisation	*5,60%*	*5,60%*	*5,60%*	*5,60%*	*5,60%*	*5,60%*
Montant des cotisations	44,1	46,8	48,8	51,8	54,9	58,4
Var. en %	*4,0%*	*6,0%*	*4,3%*	*6,1%*	*6,0%*	*6,3%*

Le nombre moyen d'assurés pensionnés cotisants devrait, quant à lui, progresser de +3,7%, passant de 147.940 en 2026 à 153.361 en 2027.

Tableau 24 : Evolutions du nombre moyen d'assurés cotisants (PN assurés pensionnés)

	2022	**2023**	**2024**	**2025**	**2026** *projection*	**2027** *projection*
CNS	93.559	95.877	98.162	101.306	103.961	106.333
Var. en %	*2,4%*	*2,5%*	*2,4%*	*3,2%*	*2,6%*	*2,3%*
CMFEP	12.006	12.341	12.710	13.156	13.521	13.926
Var. en %	*2,7%*	*2,8%*	*3,0%*	*3,5%*	*2,8%*	*3,0%*
CMFEC	2.800	2.864	2.949	3.049	3.122	3.232
Var. en %	*2,6%*	*2,3%*	*3,0%*	*3,4%*	*2,4%*	*3,5%*
EM-CFL	3.002	2.947	2.908	2.857	2.808	2.766
Var. en %	*-2,5%*	*-1,8%*	*-1,3%*	*-1,8%*	*-1,7%*	*-1,5%*
CNS internat.	16.316	17.912	19.947	22.002	24.528	27.103
Var. en %	*9,6%*	*9,8%*	*11,4%*	*10,3%*	*11,5%*	*10,5%*
TOTAL	**127.684**	**131.941**	**136.675**	**142.369**	**147.940**	**153.361**
Var. en %	*3,1%*	*3,3%*	*3,6%*	*4,2%*	*3,9%*	*3,7%*

Au nombre indice 100, le revenu moyen cotisable devrait augmenter de +2,6% en 2027, contre +2,0% en 2026. En valeur courante, il est estimé à 68.051 euros pour 2027, contre 64.995 euros en 2026, soit une hausse de +4,7%.

Les tableaux relatifs au nombre moyen d'assurés pensionnés et au revenu moyen cotisable ne tiennent pas compte du forfait d'éducation (« Mammerent »).

Tableau 25 : Evolutions du revenu moyen cotisable (DP)

(Montants au n.i. 100 en euros)	**2022**	**2023**	**2024**	**2025**	**2026** *projection*	**2027** *projection*
CNS	5.786	5.957	5.991	6.162	6.292	6.474
Var. en %	*1,1%*	*3,0%*	*0,6%*	*2,8%*	*2,1%*	*2,9%*
CMFEP	10.161	10.397	10.523	10.685	10.928	11.244
Var. en %	*1,1%*	*2,3%*	*1,2%*	*1,5%*	*2,3%*	*2,9%*
CMFEC	9.041	9.210	9.272	9.453	9.654	9.934
Var. en %	*1,0%*	*1,9%*	*0,7%*	*2,0%*	*2,1%*	*2,9%*
EM-CFL	8.558	8.772	8.922	9.160	9.356	9.627
Var. en %	*2,1%*	*2,5%*	*1,7%*	*2,7%*	*2,1%*	*2,9%*
CNS internat.	4.416	4.604	4.775	4.723	4.919	5.062
Var. en %	*0,7%*	*4,3%*	*3,7%*	*-1,1%*	*4,2%*	*2,9%*
TOTAL	**6.158**	**6.322**	**6.368**	**6.488**	**6.618**	**6.788**
Var. en %	*0,8%*	*2,7%*	*0,7%*	*1,9%*	*2,0%*	*2,6%*

Cotisations forfaitaires Etat (71)

A partir de l'exercice 2011, la réforme a fixé la contribution de l'Etat à 40% de l'ensemble des cotisations. Les cotisations des assurés et des employeurs représentent donc les 60% restants. Une fois ces cotisations estimées, il est possible de déterminer, par différence, le montant des cotisations forfaitaires dues par l'État. Pour 2027, les cotisations forfaitaires à payer par l'Etat sont estimées à 2.187,2 millions d'euros, contre 1.975,8 millions d'euros en 2026, soit une croissance de +10,7%.

Cette forte progression s'explique principalement par le relèvement du taux de cotisation unique de 5,60% à 5,85% à partir du 1er janvier 2027, qui se répercute automatiquement sur les cotisations forfaitaires de l'État. Ainsi, sur la hausse totale des cotisations forfaitaires de l'État, estimée à 211,4 millions d'euros, 89,1 millions d'euros sont directement imputables à l'augmentation du taux de cotisation.

Calcul des cotisations forfaitaires Etat :

$$\text{Cot. forf. Etat} = \frac{\text{Cot. des employeurs \& assurés}}{3} \times 2 = \frac{3.280{,}7\ \text{MEUR}}{3} \times 2 = 2.187{,}2\text{MEUR}$$

Participation de tiers (72)

Frais d'administration (720)

Participation Etat – Congé politique et sportif

Le montant pour le congé politique et sportif a été évalué à 0,1 million d'euros pour les années 2026 et 2027.

Organismes

Indemnités assurance accident (AA)

Afin de rémunérer le paiement de prestations avancées par la CNS, l'assurance accident verse à la CNS une indemnité équivalente à 3,0% des prestations avancées pour le compte de l'AA. Pour 2027, le montant de l'indemnité est estimé à 1,5 millions d'euros.

Participation aux frais d'administration – assurance dépendance

Les frais d'administration propres à la CNS sont répartis entre l'assurance maladie-maternité et l'assurance dépendance en fonction de la part respective de leurs prestations au cours du pénultième exercice. Pour 2027, la part à charge de l'assurance dépendance est estimée à 31,0 millions d'euros, sur la base des décomptes de l'exercice 2025. Elle augmente ainsi de +7,7% par rapport à 2026. Cette hausse s'explique par l'augmentation de +6,2% des frais d'administration de la CNS en 2027 et par une progression de +1,4% de la part des prestations liées à la dépendance dans l'ensemble des prestations.

Les frais d'administration propres à la CNS s'élevant à 148,8 millions d'euros pour 2027, la part à charge de l'assurance dépendance correspond à 20,85% à ce montant.

Tableau 26 : Frais d'administration pris en charge par l'assurance dépendance

(Montants en millions d'euros)	**2027**	
Total Prestations Ass. Maladie CNS (décompte 2023)	3.957,60	*79,15%*
Total Prestations Ass. Dépendance CNS (décompte 2023)	1.042,52	*20,85%*
Total	**5.000,11**	***100,00%***

Participation de l'Etat dans les prestations (721)

Participation Etat – Dotation étatique

Le projet de loi relatif au budget des recettes et des dépenses de l'Etat pour l'exercice 2027 prévoit une dotation étatique à hauteur de 59,0 millions EUR sur la période 2027-2030 au profit de l'AMM, afin de contribuer, sous forme d'un financement forfaitaire, aux charges qui incombent à la CNS.

Participation Etat – Maladie/PN Outre-Mer; Forfait vaccins grippe; Forfait vaccins pneumocoque

Le montant total de ce poste, qui inclut les prestations en nature « Outre-Mer », le remboursement forfaitaire des vaccinations contre la grippe prises en charge par le Ministère de la Santé et le forfait pour la vaccination contre le pneumocoque, est estimé à 1,0 millions d'euros pour 2027.

Transferts (73)

Cotisations de régimes contributifs (730)

Le montant des transferts de cotisations du régime de pension contributif vers le régime de pension statutaire du personnel de l'assurance maladie-maternité pour des périodes d'affiliation qui sont prises en charge par le régime statutaire est estimé à 700.000 euros à la fois pour les exercices 2026 et 2027. Ce montant peut toutefois varier fortement d'une année à l'autre.

Pensions cédées (733)

Conformément à l'article 190 du CSS, la pension d'invalidité pour invalidité permanente est due dès le premier jour de constatation de l'invalidité. Lorsque l'assuré perçoit une indemnité pécuniaire de maladie, la pension d'invalidité est versée à la caisse de maladie compétente à titre de compensation, qui reverse ensuite à l'assuré la différence éventuelle. Le montant est estimé à 6,5 millions d'euros pour l'exercice 2026 et 7,5 millions d'euros pour l'exercice 2027.

Autres recettes

Revenus sur immobilisation (74)

Les revenus sur immobilisations sont estimés à 93.000 euros pour les années 2026 et à 2027.

Produits divers (76)

Les produits divers comprennent plusieurs postes renseignés sur le tableau ci-dessous. Le montant total prévisible des produits divers s'élève à 12,9 millions d'euros en 2027 contre 12,6 millions en 2026 (+2,4%).

Produits financiers (77)

Les produits financiers sont estimés à 26,5 millions d'euros en 2026. Pour 2027, ils sont estimés à 24,0 millions d'euros. Cette baisse s'explique principalement par la diminution de la réserve de l'AMM, entraînant une réduction des capitaux disponibles pour être placés auprès des banques.

Recettes diverses (79)

Le poste « Recettes diverses » comprend la rubrique « Divers à répartir ». Pour l'année, le montant estimé à 210.00 euros, soit une augmentation de +2,1%.

Prélèvement au fonds de roulement

Lorsque le fonds de roulement de l'année concernée est inférieur à celui de l'année précédente, la différence est prélevée sur le fonds de roulement de l'année précédente. Ce n'est toutefois pas le cas pour 2026 et 2027, où aucun prélèvement n'est prévu.

Prélèvement du découvert de l'exercice de la réserve globale

Lorsqu'un prélèvement est effectué sur le fonds de roulement et que le SOC, augmenté de ce prélèvement, est négatif, le découvert de l'exercice est couvert par la réserve excédentaire.

Lorsqu'une dotation est effectuée au fonds de roulement et que le SOC, augmenté de cette dotation, est négatif, le découvert de l'exercice est déduit de la réserve excédentaire.

Le résultat de l'exercice 2027 s'élève à -3,3 millions d'euros, correspondant au SOC de 33,0 millions d'euros, diminué de la dotation au fonds de roulement de -36,3 millions d'euros. En conséquence, l'excédent cumulé passe de 179,5 millions d'euros fin 2026 à 176,2 millions d'euros fin 2027.

Annexes

Tableaux des dépenses et recettes (provisions comptabilisées aux comptes respectifs)

Tableau 27: Projet de budget des dépenses de l'assurance maladie-maternité - Compte 60

	Compte annuel 2025	Budget 2026	Compte prév. 2026	Budget 2027	Variation 2027 / 2026
Nombre indice	*960,17*	*978,12*	*982,16*	*1.002,57*	*en %*
(Montants en milliers d'euros)					
60 FRAIS D'ADMINISTRATION	**137.316**	**146.969**	**147.373**	**156.142**	***6,0%***
Frais de personnel	**85.190**	**91.092**	**90.927**	**97.123**	***6,8%***
6000 Traitement employés publics	44.116	49.167	48.024	51.854	
6001 Indemnités employés permanents	19.168	20.816	20.566	21.555	
6002 Indemnités employés temporaires	2.488	626	892	1.028	
6003 Salaires ouvriers permanents	97	92	95	96	
6004 Salaires ouvriers temporaires					
6005 Pensions et suppléments	19.321	20.392	21.350	22.589	
6007 Frais communs personnel OAS					
Frais d'exploitation	**11.618**	**12.616**	**12.521**	**13.306**	***6,3%***
6020 Loyer et charges locatives	9.232	9.734	9.696	10.215	
6021 Frais d'exploitation bâtiments	1.677	1.931	1.854	1.968	
6022 Frais d'exploitation agences	357	375	390	401	
6023 Installations de télécommunications	9	76	37	44	
6024 Frais informatique	315	453	499	630	
6025 Frais liés aux véhicules automoteurs	28	46	44	48	
Frais de fonctionnement	**13.466**	**13.986**	**15.189**	**14.015**	***-7,7%***
6030 Indemnités personnel	133	216	190	220	
6031 Organes	67	83	83	85	
6032 Frais de bureau	372	446	459	471	
6033 Frais postaux et de télécommunication	7.797	7.794	9.700	8.043	
6034 Frais d'information et de publication	132	226	196	312	
6035 Expertises et contrôles	3.933	3.805	3.158	3.357	
6036 Contentieux	212	284	284	290	
6039 Dépenses diverses	821	1.131	1.118	1.238	
Frais généraux	**53**	**81**	**64**	**71**	***9,6%***
6041 Médecine préventive	0	0	0	0	
6042 Cotisations ALOSS	16	18	16	16	
6043 Autres cotisations	7	10	12	12	
6048 Frais de déménagement	29	50	32	38	
6049 Frais généraux divers	1	4	4	4	
Frais d'acquisitions	**13**	**162**	**154**	**160**	***3,9%***
6051 Acquisition machines de bureau		3	3	3	
6052 Acquisition mobilier de bureau	12	35	31	34	
6053 Acquisition inst. de télécommunications					
6054 Acquisition équipements informatiques					
6055 Acquisitions logiciels		125	120	123	
6056 Acquisition équipements spéciaux	2				
6057 Acquisition véhicules automoteurs					
Frais communs	**26.975**	**29.031**	**28.518**	**31.468**	***10,3%***
608 Participation aux frais du Centre commun	26.975	29.031	28.518	31.468	

Tableau 28: Projet de budget des dépenses de l'assurance maladie-maternité - Comptes 61-69

	Compte annuel 2025	Budget 2026	Compte prév. 2026	Budget 2027	Variation 2027 / 2026
Nombre indice	*960,17*	*978,12*	*982,16*	*1.002,57*	*en %*
(Montants en milliers d'euros)					
61 PRESTATIONS EN ESPECES	**606.945**	**622.236**	**647.162**	**677.543**	***4,7%***
Maladie	364.662	372.184	393.044	410.514	*4,4%*
Maternité	242.283	250.052	254.118	267.030	*5,1%*
62 PRESTATIONS EN NATURE	**3.983.217**	**4.336.988**	**4.962.166**	**4.633.611**	***-6,6%***
Maladie					
Maternité					
63 TRANSFERTS DE COTISATIONS	**58.349**	**61.873**	**64.160**	**66.362**	***3,4%***
Cotisations assurance maladie	16.105	16.339	16.943	17.524	
Indemnité péc. mal. CNS	4.476	9.955	10.448	10.800	
Indemnité péc. maternité	11.629	6.384	6.495	6.725	
Cotisations assurance pension	42.244	45.534	47.217	48.838	
Indemnité péc. mal. CNS	11.740	27.744	29.117	30.097	
Indemnité péc. maternité	30.503	17.791	18.100	18.741	
64 DECHARGES ET RESTIT. DE COTIS.	**6.337**	**6.400**	**6.400**	**6.400**	***0,0%***
Prestations en nature Maladie-Maternité	5.854	5.900	5.900	5.900	
Prest. en espèces Maladie	483	500	500	500	
Prest. en espèces Maternité					
Divers					
65 PATRIMOINE	**130**	**186**	**207**	**211**	***1,8%***
66 CHARGES FINANCIERES					***p.m.***
67 DOTATIONS AUX PROV. ET AMORT.	**665.049**	**3.780**	**3.780**	**3.780**	***0,0%***
Prestations à liquider	646.706				
Prestations en nature Maladie-Maternité	646.706				
Prest. en espèces Maladie					
Prest. en espèces Maternité					
Autres provisions	14.475				
Amortissements	3.868	3.780	3.780	3.780	
68 CHARGES DIVERSES - TIERS	**22.065**	**28.202**	**39.621**	**28.796**	***-27,3%***
Gestion "Prestations de maternité"					
Divers	22.065	28.202	39.621	28.796	
69 DEPENSES DIVERSES	**17**	**80**	**80**	**80**	***0,0%***
Intérêts moratoires tiers payant					
Dépenses diverses	17	80	80	80	
Prestations en nature Maladie-Maternité		10	10	10	
Prest. en espèces Maladie		50	50	50	
Prest. en espèces Maternité					
Divers	17	20	20	20	
TOTAL DES DEPENSES COURANTES	**5.479.424**	**5.206.715**	**5.870.949**	**5.572.926**	***-5,1%***
Dotation au fonds de roulement	32.878	32.769	33.072	36.316	
Dotation de l'excédent de l'exercice					
TOTAL DES DEPENSES	**5.512.302**	**5.239.484**	**5.904.021**	**5.609.242**	***-5,0%***

Tableau 29: Projet de budget des recettes de l'assurance maladie-maternité - Comptes 70-79

	Compte annuel 2025	Budget 2026	Compte prév. 2026	Budget 2027	Variation 2027 / 2026
Nombre indice	*960,17*	*978,12*	*982,16*	*1.002,57*	*en %*
(Montants en milliers d'euros)					
70 COTISATIONS ASSURES ET EMPLOYEURS	**2.805.162**	**2.919.428**	**2.963.660**	**3.280.737**	***10,7%***
Prestations en espèces	139.755	146.401	146.920	155.010	*5,5%*
CNS Art. 29,1b)	139.755	146.401	146.920	155.010	
dont FOA	201	201	205	209	
Prestations en nature	2.665.407	2.773.027	2.816.740	3.125.727	*11,0%*
Actifs et autres	2.167.995	2.242.832	2.277.576	2.514.506	
dont FOA	2.254	2.247	2.257	2.343	
Pensionnés	497.412	530.195	539.164	611.222	
71 COTISATIONS FORFAITAIRES ETAT	**1.870.104**	**1.946.285**	**1.975.773**	**2.187.158**	***10,7%***
Prestations en espèces	93.170	97.600	97.947	103.340	
CNS Art. 29,1b)	93.170	97.600	97.947	103.340	
Prestations en nature	1.776.934	1.848.685	1.877.826	2.083.818	
Actifs et Pensionnés	1.776.934	1.848.685	1.877.826	2.083.818	
72 PARTICIPATIONS DE TIERS	**48.778**	**90.250**	**90.412**	**92.618**	***2,4%***
Frais d'administration	28.578	31.045	30.412	32.618	
Etat-frais de personnel (supplém. pension)					
Etat (congé politique et sportif)	505	481	100	100	
Organismes	28.073	30.564	30.312	32.518	
Participations dans prestations (Etat)	20.200	59.205	60.000	60.000	
Dot. pour dépenses liées aux mesures Covid					
Dotation spéciale maternité	20.000	59.000	59.000	59.000	
Autres prestations en nature	200	205	1.000	1.000	
73 TRANSFERTS	**5.476**	**8.150**	**7.200**	**8.200**	***13,9%***
Cotisations de régimes contributifs	569	250	700	700	
Pensions cédées	4.907	7.900	6.500	7.500	
Pensions cédées CNS(art. 29,1b)	4.907	7.900	6.500	7.500	
74 REVENUS SUR IMMOBILISATIONS	**94**	**93**	**93**	**93**	***0,0%***
75 BENEFICES SUR IMMEUBLES					***p.m.***
76 PRODUITS DIVERS	**13.062**	**12.460**	**12.613**	**12.918**	***2,4%***
Prestations en nature	5.709	4.993	5.839	5.961	
Prestations en espèces Maladie	714	773	707	722	
Prestations en espèces Maternité					
Divers	6.640	6.694	6.067	6.236	
77 PRODUITS FINANCIERS	**32.262**	**20.500**	**26.500**	**24.000**	***-9,4%***
78 PRELEVEMENT AUX PROVISIONS	**600.373**		**661.181**		***p.m.***
Prestations à liquider	588.403		646.706		
Prestations en nature	588.403		646.706		
Prestations en espèces Maladie					
Prestations en espèces Maternité					
Autres provisions	11.970		14.475		
79 RECETTES DIVERSES	**1.988**	**222**	**206**	**210**	***2,1%***
Prestations en nature	66	103	68	69	
Prestations en espèces Maladie					
dont rém. services rendus (art. 58, al. 4)					
Prestations en espèces Maternité	32	13	33	33	
Divers	1.890	105	106	108	
TOTAL DES RECETTES COURANTES	**5.377.298**	**4.997.387**	**5.737.638**	**5.605.935**	***-2,3%***
Prélèvement au fonds de roulement					
Prélèvement découvert de l'exercice	135.004	242.097	166.385	3.308	
TOTAL DES RECETTES	**5.512.302**	**5.239.484**	**5.904.023**	**5.609.243**	***-5,0%***

Solde des opérations courantes suivant exercice prestation

Afin d'identifier les tendances d'évolution des dépenses et des recettes et d'évaluer la pérennité de l'équilibre financier, il convient de se référer à l'exercice prestation, qui reflète plus fidèlement l'évolution réelle des prestations et des cotisations au cours des années observées.

Tableau 30: Résultat financier suivant l'exercice prestation

	Décompte			Estimation	
(Montants en millions d'euros)	**2023**	**2024**	**2025**	**2026**	**2027**
Echelle mobile des salaires	921,63	944,43	960,17	982,16	1.002,57
Var. en %	*5,7%*	*2,5%*	*1,7%*	*2,3%*	*2,1%*
Recettes courantes	4.303,9	4.524,5	4.776,9	5.076,5	5.605,9
Var. en %	*11,1%*	*5,1%*	*5,6%*	*6,3%*	*10,4%*
Dépenses courantes	4.216,1	4.596,2	4.899,5	5.201,6	5.572,9
Var. en %	*8,3%*	*9,0%*	*6,6%*	*6,2%*	*7,1%*
Solde des opérations courantes	**87,7**	**-71,7**	**-122,6**	**-125,1**	**33,0**
Différence: Var. Recettes - Var. Dépenses	***2,8%***	***-3,9%***	***-1,0%***	***0,1%***	***3,3%***

Remarque : Les données financières ci-dessus ont été établies sans prise en compte des mesures Covid-19 décidées par le Gouvernement.